

INpreCOR

Numéro 352 du 8 au 21 mai 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

ALLEMAGNE



● **ETATS-UNIS** : Le rêve américain devient cauchemar

● **ETAT ESPAGNOL** : L'"Expo" de Séville à coups de trique



INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 352
DU 8 au 21 MAI 1992

3

ALLEMAGNE

« Wir streiken »
Winfried WOLF

7

ITALIE

La résistance à Alfa Romeo
Gigi MALABARBA

8

ETAT ESPAGNOL

La grève générale rampante ?
Cecilia GARMENDIA

9

L'Exposition et l'Andalousie
DOCUMENT

10

A coups de trique !
Antonio FLOREZ

12

AVORTEMENT

La CEE contre les Irlandaises
Anne CONWAY

13

Pour le droit à l'avortement
Sarah SPRINGER

14

ETATS-UNIS

La rébellion des anges noirs
Dolores TREVIZO

16

Le rêve américain devient cauchemar
Gustavo BUSTER

19

ECONOMIE

Les chemins escarpés...
Pierre SALAMA

22

CANADA

L'imbroglie de la crise
François MOREAU

25

CEI

Karabagh : la guerre au quotidien
Vicken CHETERIAN

26

EGYPTE

Rien n'est sacré
Interview de Naoual SAADAoui

28

AFGHANISTAN

La "libanisation" afghane
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



« Bienvenu au monde de la justice télévisée. Amenez l'accusé ! »

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT

(22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre
de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement ☐

Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

« Wir streiken »*

DU 27 AVRIL au 3 mai 1992, des centaines de milliers de salariés ont participé à la grève. Dans de nombreuses grandes villes, en particulier en Rhénanie-Westphalie, la plupart des transports urbains sont paralysés depuis fin avril.

Le mouvement touche les postes de la majorité des grandes villes ; un cinquième des trains grandes lignes ont été bloqués — le plus beau fleuron de la Bundesbahn (la compagnie allemande des chemins de fer), le train à grande vitesse Intercity Express (ICE) a été presque complètement bloqué.

Au huitième jour de grève, le 4 mai, comme prévu, le mouvement s'est étendu au transport ferroviaire de marchandises et aux aéroports. Ce jour-là, la grève était totale à l'aéroport de Berlin, et partielle dans ceux de Cologne et de Düsseldorf ; l'aéroport central de Francfort a été totalement paralysé le 5 mai. La grève est organisée à un tel point que, même le Premier Mai, les transports urbains sont restés paralysés dans de nombreux endroits, et qu'il n'y avait donc pas de bus pour se rendre aux manifestations... Ce qui a eu des effets dommageables sur ces initiatives.

Le climat est par ailleurs curieux : une grande partie de la population soutient la grève bien qu'elle provoque des préjudices importants. Les médias, dans leur majorité, n'y sont pas vraiment hostiles.

Lors des négociations salariales, le principal syndicat du secteur public, l'OTV, avait réclamé une augmentation d'environ 10 %, mais les employeurs ne proposaient que 4,8 %, avant l'échec officiel des négociations. Il a donc fallu s'en remettre à un arbitrage : les médiateurs "indépendants" ont proposé 5,4 %. L'OTV s'y est déclaré favorable malgré, sans doute, une sérieuse résistance dans ses propres rangs. Mais, les employeurs, soutenus massivement par le

L'Allemagne de l'Ouest vient de connaître une des grèves les plus massives de son histoire. Le mouvement s'est limité à l'ancienne République d'Allemagne fédérale (RFA), et les directions syndicales n'avaient prévu aucune extension à l'Allemagne de l'Est. Une partie des employés du secteur public, de la poste, des chemins de fer, des transports urbains et du ramassage des ordures ont participé à ce mouvement, qui s'est étendu au transport aérien et à la télévision.

Simultanément, des grèves d'avertissement ont eu lieu dans l'industrie métallurgique. Le 7 mai 1992, les dirigeants du secteur public ont finalement accepté la hausse salariale de 5,4 % initialement prévue par la commission d'arbitrage, ce qui a motivé la décision du syndicat du secteur public (OTV) de mettre fin à son mouvement.

L'article ci-dessous a été rédigé quelques jours avant cet accord.

Winfried WOLF

chancelier Kohl, ont refusé ce compromis. Auparavant, d'autres secteurs de l'écono-

liée à la privatisation de la santé, est aussi en discussion.

Les contrecoups de la réunification

Evidemment, ces facteurs n'expliquent pas à eux seuls la grève ainsi que sa force et sa durée, inhabituelles en Allemagne (la dernière grève organisée par l'OTV avait duré trois jours... en 1974). Mais il faut rappeler d'autres causes plus profondes.

Dans les syndicats, la rancœur contre le gouvernement Kohl augmente, surtout contre sa politique sociale. Kohl dirige l'Allemagne depuis plus d'une décennie (1982), et l'éventualité d'un départ par la voie électorale ne se présentera pas avant fin 1993.

Tout au long de son mandat, une forte détérioration s'est produite, en particulier en matière de protection

sociale (2). Même si le salaire réel des salariés n'a pas pu être diminué, le chômage, lui, s'est sensiblement accru. Dans les années 70, la RFA comptait environ 1 million de chômeurs, contre 2 millions en moyenne entre 1982 et 1991. Le nombre des bénéficiaires des allocations sociales a plus que



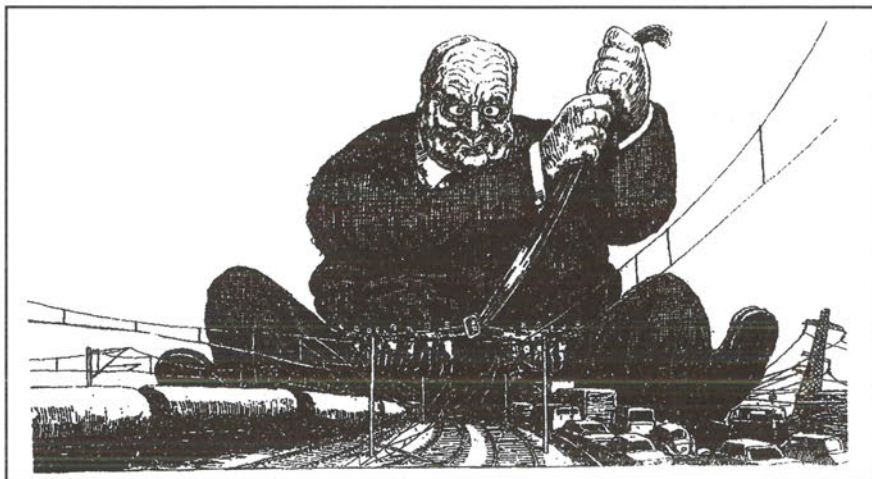
mie, en particulier les banques, avaient conclu de nouveaux accords qui, dans l'ensemble (toutes primes confondues), conduisaient à une hausse salariale de 6 %. L'état d'esprit général, après le rejet de l'arbitrage par les employeurs, était donc particulièrement favorable aux syndicats du secteur public.

Même les chiffres officiels reconnaissent que les salaires réels ont chuté en 1991. Il y a eu une diminution réelle des salaires

* « Nous sommes en grève ! »

1) Voir Inprecor n° 346 du 14 février 1992.

2) Voir Inprecor n° 351 du 24 avril 1992.



doublé, ainsi que celui des personnes sans-abri.

L'unité allemande n'a fait qu'aggraver ce bilan négatif pour les "petites gens". Personne n'a oublié les déclarations du chancelier — « *Après la réunification, cela n'ira pas plus mal pour personne* » —, et ses affirmations constantes prétendant que l'unification allemande s'autofinancerait. En réalité, à l'Ouest, des cotisations exceptionnelles de solidarité et une augmentation des impôts ont déjà été décidées, et d'autres mesures sont prévues pour "payer l'unification". De plus, depuis fin 1991, la production industrielle a reculé en Allemagne de l'Ouest — la plupart des grands trusts ont procédé à des licenciements, 20 000 pour le seul groupe Daimler-Benz.

La déconfiture à l'Est

La situation économique en Allemagne de l'Est est "hors de contrôle". Comme le capitalisme a besoin, pour se développer, d'une certaine anarchie dont il tire profit, il a créé une institution, la Treuhand, qui "coordonne" et "organise" consciemment cette anarchie. Le niveau de production de biens matériels de l'industrie de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) représente moins du tiers de celui de 1988. La population active a diminué de moitié entre 1989 et 1992 ; environ 750 000 habitants de l'Est vont travailler à l'Ouest chaque semaine ; le nombre des émigrants intérieurs annuels de l'Est vers l'Ouest atteint un niveau aussi élevé que lors des dernières années Honecker (environ 150 000).

Officiellement, le seuil des 2 millions de chômeurs et de travailleurs à temps partiel a été franchi à l'Est — dans l'ensemble de l'Allemagne, il y a donc quasiment 4 millions de chômeurs (sans compter les 500 000 personnes employées artificiellement dans le cadre des mesures de soutien de l'emploi prises à l'Est). L'Allemagne de l'Est se voit condamnée à une situation de Mezzogiorno

à l'allemande ; les autorités en place proviennent de l'Ouest, d'où la plupart des ministres-présidents de l'Est sont originaires.

Le gouvernement Kohl bénéficiait d'une image particulièrement positive à cause de sa prétendue "compétence en matière économique". Lors des élections de 1990, cela a joué un rôle déterminant dans la défaite du Parti social-démocrate (SPD), dont le principal candidat, Oskar Lafontaine, avait choisi comme thème central la dénonciation du coût de la politique d'unification. C'est précisément cette compétence économique de l'Union démocrate-chrétienne (CDU) qui est aujourd'hui clairement remise en cause. Les cercles influents des médias, les instituts économiques et également certains milieux internationaux qualifient aujourd'hui la politique économique du gouvernement Kohl de catastrophique, irresponsable, ou suicidaire.

La dimension psychologique de cette bataille ne doit pas être sous-estimée. L'argument des patrons — « *une grève pour 30 ou 60 marks par mois est irresponsable* » — leur revient comme un boomerang. La présidente de l'OTV, Wulf-Mathies, a dénoncé de façon convainquante un tel cynisme en expliquant que, dans de nombreux secteurs des services publics, une différence salariale de 30 à 60 marks était significative. Le refus par les employeurs de la proposition de compromis a été ressenti comme une provocation par l'opinion qui, dans sa grande majorité, est attachée au "respect de l'ordre établi". En tout état de cause, cette proposition dépassait à peine la moitié de ce que l'OTV avait proposé initialement — d'ailleurs, celui-ci aurait eu beaucoup de mal à imposer un accord en deçà de ce compromis dans ses propres rangs. Finalement, l'approche du prochain congrès de l'OTV a aussi pesé : un nouveau président doit être élu. Wulf-Mathies étant à nouveau candidate, si elle s'était mise à genoux après le refus de la proposition de compromis, sa réélection aurait été pour le moins compromise.

Le gouvernement Kohl est sur la défensive. Lors des élections d'avril 1992, il a perdu parfois jusqu'à dix points et l'extrême droite a obtenu de 7 à 10 % des suffrages (3). L'endettement de l'Etat, du fait des coûts de l'unification et des tendances à la récession, est de plus en plus incontrôlable.

Fin de l'état de grâce

La démission du ministre des Affaires étrangères, Genscher, au premier jour de la grève, a été, à plusieurs égards, vécue comme un tremblement de terre politique. La manière dont les suites de cette démission ont été traitées a provoqué des fissures supplémentaires dans la coalition. Le petit Parti chrétien-démocrate (CSU) se sent dépassé et le Parti libéral (FDP) craint qu'il ne s'agisse d'une manœuvre pour déboucher sur une grande coalition.

Selon le *Süddeutsche Zeitung* (4) du 4 mai : « *Le gouvernement Kohl est au bout du rouleau. Les crises qui le secouent se suivent à intervalles rapprochés et produisent des éruptions de plus en plus violentes. Cette coalition [au pouvoir] est dépassée.* »

Le *Spiegel* du même jour titrait, à côté d'une caricature du chancelier Kohl cloué sur une planche, "Pour combien de temps encore ?". L'article central du journal compare la situation actuelle avec celle de 1982, lorsque la coalition SPD-FDP a éclaté, après treize années de pouvoir ; il souligne que, comme à cette époque-là, de nombreux "problèmes" doivent être résolus rapidement : « *Comme au début des années 80, les problèmes s'accumulent, mais c'est plus grave : le coût exorbitant de l'unification, la stagnation de l'économie, l'inflation, les licenciements et le manque de logements, les conflits et les grèves. (...) Le gouvernement court le risque de perdre toute capacité à résoudre les problèmes.* »

Dans cette situation, Kohl sait qu'il ne restera pas chancelier si la grève est victorieuse. Le parallèle avec 1974, lorsque Willy Brandt fut acculé à la démission par une grève de l'OTV et remplacé par Helmut Schmidt, s'impose de lui-même.

Le décor ne doit tromper personne : le rapport de forces politique en Allemagne de l'Ouest s'est infléchi à droite avec l'unification. Les patrons ont été renforcés, la gauche radicale est dramatiquement marginalisée. Le SPD devient de plus en plus tiède et, sur de nombreuses questions (dont le droit d'asile), développe la même ligne que la CDU ; sur certains points, il est même à droite de la CDU et du FDP — le SPD a ainsi refusé la réconciliation proposée par les "terroristes" de la Fraction Armée rouge

3) Ibid.

4) Le quotidien interrégional au plus grand tirage (650 000 exemplaires).

(RAF), à laquelle des politiciens du FDP avaient réagi positivement. Le Parti communiste allemand (DKP) de l'Ouest n'est qu'un petit groupe, avec quelques milliers de membres.

Le Parti démocratique socialiste (PDS, ancien PC est-allemand) se rétrécit comme une peau de chagrin — déjà plus de la moitié des maires élus en 1990 sur ses listes l'ont quitté. Il n'existe pratiquement plus à l'Ouest, mais il reste néanmoins la force militante la plus forte à l'Est, avec environ 140 000 membres — des sondages le créditent d'environ 8 % des voix en Allemagne de l'Est.

Les patrons veulent serrer la vis

Les entrepreneurs considèrent aujourd'hui qu'ils peuvent se permettre une politique provocatrice, en tout cas dans certains domaines. Les banques ont conclu un accord salarial prévoyant environ 6 % de hausse et les patrons de ce secteur ne se sont pas engagés dans un affrontement dur. Dans le secteur de l'alimentation, un accord a été conclu pour 8 % d'augmentation, alors que les patrons réclament maintenant du gouvernement une politique ferme.

Le *Bild am Sonntag* a demandé au patron des patrons, Hans Peter Stihl, si les dirigeants du secteur public devaient chercher à mettre fin à la grève en faisant rapidement de meilleures propositions. Ce dernier a répondu : « Non, si l'Etat et les Länder signent des accords trop favorables [aux salariés], les impôts et les taxes augmenteront, ce dont personne ne veut, parce que cela menacerait notre compétitivité à l'échelle internationale. Nous demandons au chancelier d'être dur car quelques semaines de grève valent mieux que des accords salariaux trop élevés, qui mettraient l'emploi en danger. » Il a ajouté, à propos de l'avenir : « Nous soutiendrons le gouvernement fédéral, s'il réduit drastiquement de plusieurs milliards les subventions pour Berlino et pour l'industrie minière. »

Ce soutien est pour le moins à double tranchant. Selon une rumeur qui circule, Kohl serait tombé dans un piège, tendu en partie par des secteurs dirigeants du patronat. En effet, les principaux éléments de programme que le patronat veut mettre en œuvre seront difficiles à réaliser avec le gouvernement actuel. Beaucoup de facteurs pèsent en faveur d'un nouveau gouvernement, qui pourrait être une sorte de "grande coalition" formée par la CDU, le CSU et le SPD.

Voici le programme du patronat :

- réduction de la colossale dette publique, principalement par une diminution massive du niveau de vie ;

- modifications législatives pour développer les privatisations (chemins de fer et poste) ;

- "règlement" de la question du droit d'asile, principalement à travers des modifications constitutionnelles et des mesures encore plus restrictives contre les réfugiés ;

- déploiement de l'armée allemande sur tous les points du globe — ce qui exige également une modification constitutionnelle.

Pour toute modification constitutionnelle, il faut une majorité des deux-tiers au Parlement, et donc l'accord du SPD. Sur chacun de ces points, le SPD a fait savoir, durant les dernières semaines, que les syndicats respectivement concernés, dont la direction est proche du SPD, étaient prêts à des compromis.

- Selon une étude publiée par l'Institut IFO, début mai 1992, la dette publique allemande, passée de 925 milliards de DM en 1989 à 1 170 milliards de DM en 1991, atteindrait 2 500 milliards de DM en l'an 2000. Les intérêts atteindraient 180 milliards de DM en huit ans, ce qui représente le triple des dépenses d'équipement actuelles, ou deux fois et demi les dépenses sociales — ce qui représenterait, de loin, le plus important poste du budget de l'Etat.

Le SPD s'est souvent déclaré prêt à « des négociations d'ensemble pour résoudre la crise des finances publiques ».

- En matière de privatisations, le SPD et les syndicats concernés (le DPG pour la poste, et le GDED pour les chemins de fer) ont donné leur accord aux plans gouvernementaux. L'éclatement en trois morceaux de la poste (télécommunications, courrier et service bancaire) met déjà à l'ordre du jour la privatisation de la banque et des télécommunications.

- La semaine précédant le début de la grève, le GDED a proclamé son total accord avec les plans de privatisation de la Bundesbank : création d'une compagnie des chemins de fer allemande, DEAG, en 1992 ; début de la privatisation partielle, cette même année, sans que l'Etat soit obligatoirement majoritaire dans la nouvelle société. Il est peu probable que cela soulève des protestations.

- Lors de la première semaine de grève, un débat décisif sur le droit d'asile a eu lieu au Parlement. Le président du groupe parlementaire du SPD, Klose, a notifié l'accord de son parti pour une modification substantielle de la Constitution, ce qui traduit un net changement de la politique du SPD en la matière. Cela lui a valu des louanges appuyées de Schäuble, président du groupe de la CDU.

- Ces derniers mois, des dirigeants du SPD ont annoncé qu'ils étaient favorables à une modification de la Constitution, permettant à l'armée allemande de se déployer à nouveau en tous points du globe, ce qui est

au plus haut point symptomatique de l'évolution de la direction du SPD : sous Helmut Schmidt, Lafontaine avait assuré son ascension dans le SPD comme représentant du courant de gauche, dont l'un des points forts, à l'époque, portait précisément sur l'exigence de la sortie de la RFA de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN).

Le SPD tourne casaque

Le nouveau candidat à la chancellerie, Björn Engholm, défend une politique particulièrement offensive en faveur de l'économie de marché. Mme Simonis, ministre du gouvernement de Schleswig-Holstein, présidé par Björn Engholm, a participé, du côté du patronat, aux négociations salariales dans le secteur public et donc comme adversaire des syndicats. Elle a défendu pour l'essentiel la politique agressive du patronat. Jusqu'à présent, le SPD, qui détient la majorité des gouvernements des *länder* d'Allemagne de l'Ouest, ne s'est pas vraiment opposé à l'attitude intransigeante des responsables du secteur public — or, il aurait pu faire éclater le camp des patrons sur cette question.

Il s'en est bien gardé, car cela lui aurait fait perdre la possibilité d'entrer dans une coalition.

Les débats actuels sur la grande coalition rappellent la situation de décembre 1966, lors de la formation du premier gouvernement de ce type, avec Kiesinger comme chancelier et Brandt comme ministre des Affaires étrangères. A l'époque, les objectifs centraux de la politique bourgeoise étaient l'ouverture politique et économique vers l'Est et une modification de la Constitution pour abroger les articles sur l'état d'urgence. Sur ces deux points, le SPD était indispensable.

Depuis début 1992, l'éventualité de la formation d'une grande coalition s'esquisse. Les patrons ont accéléré cette perspective, même avant le début de la grève. En février 1992, les représentants des patrons ont effectué une provocation ouverte à l'égard de Kohl : pour la première fois, la réunion sur le développement dans les nouveaux *länder* avec le chancelier Kohl s'est tenue en l'absence des représentants des secteurs les plus importants de l'économie. D'autre part, il semble que Kohl ne refuse plus que le prochain président de la république soit le social-démocrate Hans-Jochen Vogel — c'est exactement ainsi qu'avait été préparée la grande coalition de 1966, avec l'élection du candidat du SPD, Heinemann, à la présidence de la RFA, ce qui, à l'époque, constituait également un test sur la possibilité d'un accord entre le SPD et le FDP.

La grève, l'attitude du gouvernement et, surtout, celle du patronat doivent être consi-



dérées dans ce contexte général. Mais, cela ne signifie en aucune façon que les syndicats font le jeu du camp patronal et qu'ils seraient engagés dans une "grève d'appui" à la grande coalition.

Aujourd'hui, au début de la deuxième semaine de grève, les deux camps sont confrontés à une forte pression, résultant de la dynamique propre du mouvement. Les syndicats ne peuvent plus accepter un accord de hausse salariale inférieur à 5,3 %, c'est-à-dire la proposition de compromis, voire plus. Un accord inférieur à la proposition de compromis n'apparaît plus envisageable sans une sévère défaite des syndicats.

Qui l'emportera ?

Après les derniers développements de la grève, le gouvernement, quant à lui, ne peut pas non plus accepter maintenant la proposition de compromis, car cela signifierait sa chute ou, incontestablement, le début de la fin. Face à une grève qui se prolonge, le gouvernement ne pourrait l'emporter et mettre les syndicats à genoux, qu'en prenant des mesures drastiques, tel le recourt à l'armée dans les services publics et pour l'enlèvement des ordures ménagères. Dans la mesure où la grève, au moins au début de sa deuxième semaine, bénéficie d'un large soutien, il s'agirait là d'une escalade dangereuse, dont l'issue est hautement imprévisible.

Le puissant syndicat de la métallurgie, IG-Metall, lance, en outre, des grèves d'avertissement. Une dernière négociation salariale dans cette branche aura bientôt lieu. Les patrons ont proposé une augmentation de 3,3 % éminemment provocatrice, puisqu'elle est largement inférieure aux propositions des employeurs du secteur public et en dessous du taux d'inflation. Le syndicat réclame, lui, 9,5 %. Dans ce secteur, la procédure de compromis n'est pas obligatoire, ce qui signifie que IG-Metall peut lancer un référendum auprès de ses adhérents sur l'opportunité de la grève. Les grèves d'avertissement vont presque automatiquement s'étendre. Une jonction de ce secteur décisif — marqué par la fin de l'expansion — avec la grève du secteur public, notamment dans le domaine particulièrement sensible des transports et des moyens de communication, affecterait gravement l'économie allemande.

D'autres secteurs sont aussi confrontés à un échec des négociations salariales, tel celui de la construction, où le patronat a également proposé une augmentation de 3,5 % — là, le médiateur est un social-démocrate, qui devrait probablement faire une proposition de compromis comparable à celle du secteur public. Si les employeurs du secteur de la construction l'acceptent, ils prendront alors ouvertement le gouvernement à contre-pied.

Plus la grève dure, plus la possibilité de voir d'autres thèmes y intervenir est grande. Pour le seul secteur Ouest de l'Allemagne, il est fort possible que cette grève fasse tâche d'huile.

Il est clair qu'à l'Est, la grève devrait se développer aussi pour revendiquer la parité salariale Est-Ouest et pour exiger un programme de l'Etat pour la création d'emplois. Une telle extension impliquerait une politisation significative du mouvement. Cela ne s'est pas produit pour l'instant.

A l'Ouest, les rassemblements du Premier Mai ont été particulièrement mornes, même si cela a souvent été dû au mauvais temps. Même dans les manifestations centrales, où des dirigeants de l'OTV, d'IG-Metall ou du DGB ont pris la parole, le nombre de participants n'a pas dépassé 10 000, et ce, malgré les grèves massives.

Comme depuis plusieurs années, dans leur grande majorité, les manifestants étaient des travailleurs étrangers. Actuellement, la grève a d'abord été engagée là où elle est à même de porter tort au patronat allemand, à l'Ouest. Si on en venait à une solidarité Est-Ouest dans la lutte, cela revêtirait une signification hautement politique — surtout quant à la nécessité d'abattre l'énorme mur qui continue à séparer les deux Allemagne, de tous les points de vue, y compris en ce qui concerne la gauche et le mouvement ouvrier. Il faut également rester vigilant sur les conséquences que pourrait avoir la chute de Kohl sur une telle grève : il est évident que l'entrée du SPD au gouvernement tendrait à étouffer, voire à briser, le mouvement. ★

Cologne, 4 mai 1992

PAYS-BAS

Echecs lourds de menaces

Les 6 et 7 avril 1992, les cheminots néerlandais ont observé une grève de deux jours, qui a complètement paralysé les transports, à l'appel des trois sections syndicales des chemins de fer, le Vervoersbond FNV (social-démocrate et affilié à la principale confédération syndicale du pays), le Vervoersbond CNV (chrétien) et le FSV (organisation autonome). La principale revendication était le rejet de l'introduction des horaires décalés dans le département de maintenance de la Compagnie nationale des chemins de fer (NS) — ce fut la première action massive contre la flexibilité aux Pays-Bas.

Or, le 7 avril, les négociations entre les syndicats et NS ont recommencé et, à la surprise générale, le Vervoersbond CNV et le FSV ont signé une convention avec NS, n'excluant plus l'introduction d'horaires décalés, en contrepartie d'augmentations salariales plus importantes que prévu.

Les directions des deux syndicats ont demandé à leurs adhérents de reprendre le travail le 8, mais le rejet de leur décision et la confusion étant encore importants, le transport ferroviaire est donc resté très irrégulier — dans l'Est et le Nord, il a été paralysé par des grèves sauvages soutenues par le Vervoersbond FNV.

Cette rupture de l'unité entre les syndicats aura sûrement des effets à long terme sur les possibilités d'une lutte victorieuse contre les modifications importantes des conditions de travail que NS cherche à introduire.

Par ailleurs, le 17 avril, après huit jours de débrayages sans résultat, le Voedingsbond FNV (syndicat de l'agro-alimentaire) décidait d'arrêter sa grève dans l'industrie laitière, dont la principale revendication était la défense du droit à la préretraite à 59 ans. Environ 3 000 travailleurs avaient fait grève, paralysant 41 usines — deux jours après le début du mouvement, les produits laitiers manquaient dans les commerces. Mais les fermiers, propriétaires des compagnies laitières, ont annoncé qu'ils ne pouvaient pas stocker leur lait plus longtemps — ce qui est faux selon les syndicalistes du Voedingsbond —, et ils en ont déversé des tonnes sur les routes.

Une mobilisation indignée de l'opinion publique a suivi, contre « le comportement irresponsable » des grévistes. La proposition du Voedingsbond FNV de traiter le lait, à condition que le syndicat décide de sa destination (il voulait l'envoyer gratuitement en Albanie) a été refusée par les associations patronales. Et, quand les fermiers ont commencé à menacer physiquement les dirigeants des grèves, le Voedingsbond FNV a été obligé de mettre fin au mouvement.

Ces deux défaites auront probablement un effet très négatif sur l'ensemble du mouvement syndical néerlandais. Johan Stekelenburg, président du FNV en a profité pour déclarer : « Il faut reconsidérer l'utilité des grèves en tant que moyen de résistance. ». Durant les conflits, il n'avait même pas soutenu ses propres membres, répétant sans cesse : « Ce n'est pas très malin de faire grève. » L'échec de ces mouvements encouragera les secteurs du FNV qui pensent qu'il faut s'investir davantage dans des "structures de négociations" avec les organisations patronales et le gouvernement, au détriment de la construction syndicale indépendante et des mobilisations à la base. ★

Wim Baltussen, 5 mai 1992

La résistance à Alfa Romeo

La défaite des ouvriers de la Fiat, pendant l'automne 1980, a marqué de manière symbolique le début d'une décennie de recul du mouvement ouvrier italien. Les conséquences de cette défaite ont surtout été ressenties à Turin — la "ville-Fiat". Dans les autres centres industriels du Nord, comme, par exemple, Milan et Brescia, d'importantes mobilisations ont eu lieu, notamment à l'occasion de la signature des conventions collectives nationales des métallurgistes et pour la défense de l'échelle mobile des salaires.

Gigi MALABARBA



AUJOURD'HUI, les patrons s'engagent dans une nouvelle phase de restructurations dans des conditions assez favorables, après avoir soumis peu à peu les syndicats et la gauche aux exigences

capitalistes de la compétition internationale. Des mesures concrètes, visant à affaiblir les mécanismes de récupération salariale et à favoriser les licenciements, ont été adoptées par le gouvernement sans rencontrer d'opposition ; cela a accentué le tournant à droite qui s'est opéré sur le plan social, institutionnel et politique.

L'accélération de ce processus a été déterminée, d'un côté, par les contraintes liées aux délais de l'intégration de l'Italie au sein du marché unique européen et, de l'autre, sous la pression exercée par certaines couches bourgeoises dont les privilèges accumulés au cours d'une décennie spéculative sont aujourd'hui menacés (la dette publique, qui a atteint le plafond de 1,5 million de milliards de lires, est désormais intolérable). Ce n'est pas un hasard si ces secteurs représentent un élément important du succès électoral des Ligues (1).

Les patrons ont trouvé les moyens d'obtenir des gains financiers considérables, tout en démantelant les bastions de la classe ouvrière : il s'agit de "libérer" de vastes aires urbaines industrialisées pour la spéculation immobilière. Plusieurs groupes capitalistes parmi les plus importants (Fiat, Pirelli, Montedison, Ansaldo, etc.) sont impliqués dans cette affaire. L'Etat est intervenu massivement pour favoriser le déplacement par-

tiel des activités productives vers le Sud, notamment vers des régions contrôlées par la mafia et les bastions de la Démocratie-Chrétienne. Quant au syndicat, il a accepté de nouvelles dérogations à l'application des lois et des contrats d'embauche dans les nouvelles usines méridionales. En réalité, le transfert de la production et des capitaux s'oriente souvent vers d'autres pays. Après l'échec connu par certains groupes industriels italiens dans leurs tentatives d'expansion en Europe, ce transfert s'effectue surtout vers les pays de l'Est (Fiat) ou de l'Extrême-Orient (Olivetti).

La crise syndicale et les COBAS

La syndicalisation ne connaît pas une chute verticale, mais l'attraction très forte des principales centrales syndicales par le mythe du marché libre sape la résistance des travailleurs à la

base. Dans le principal syndicat du pays, la Confédération générale italienne du travail (CGIL), la collaboration entre le Parti socialiste et le Parti démocratique de la gauche (PDS — ex-PCI) est très étroite au niveau de la direction. Cependant, le dernier congrès de la CGIL a été marqué par la naissance d'une opposition nationale appelée *Essere sindacato* (Etre un syndicat), qui s'est organisée à la base et a aussi obtenu



une représentation dans tous les organes de direction.

Parallèlement, pour la première fois dans l'industrie, certains secteurs de l'avant-garde ouvrière ont créé des formes embryonnaires d'auto-organisation qui ont rompu avec les bureaucraties syndicales dans quelques-unes des grandes usines de Milan, Rome ou Naples. Comme les comités de base (COBAS) de la Fonction publique et des services qui ont vu le jour ces dernières années, les COBAS de l'industrie ont des positions nettement "classistes" et, en dépit de leurs dimensions encore limitées, constituent déjà le pivot autour duquel s'organisent les luttes de défense qui ont été abandonnées par les syndicats — récemment, ces derniers ont même signé des accords prévoyant la fermeture d'entreprises qui n'étaient pas en crise. Les COBAS de l'industrie se sont mobilisés, à côté de l'opposition *Essere sindacato*, contre les accords de décembre 1991 pour l'annulation de l'échelle mobile des salaires.

La revendication de démocratie syndicale est un des points clé de l'initiative de ces secteurs ouvriers. A ce propos, l'expérience la plus significative est celle du COBAS d'Alfa Romeo, à Milan. Son but déclaré est la refondation d'un syndicat de classe des travailleurs — une refondation qui doit partir d'en bas, sur le modèle des conseils d'usine du début des années 70.

Le "Glaive" de Fiat

L'entreprise Alfa Romeo, avec ses 13 000 salariés, a été "achetée" par Fiat en 1987 sans rien déboursier — le premier paiement devrait être versé à l'Etat en janvier 1993. Par cet achat, Fiat voulait empêcher l'installation en Italie de Ford ou d'un groupe japonais qui aurait mis fin à son monopole national dans la production automobile. Ce contrat a scellé le destin d'Alfa Romeo, ainsi que celui de deux autres entreprises de Fiat, installées dans la région de Milan — Autobianchi et Maserati — qui seront fermées en juillet 1992.

Il reste, à Alfa Romeo, une avant-garde ouvrière réellement influente qui a résisté aux restructurations de ces dernières années. Pour liquider ce noyau, Fiat a organisé — par une méthode déjà éprouvée — une sorte de "Glaive", c'est-à-dire une structure clandestine parallèle à la direction officielle,



Sabadel

1) Voir *Inprecor* n° 351 du 24 avril 1992.

dans le but de contrôler les travailleurs les plus combatifs. D'après le témoignage de certains anciens dirigeants de l'entreprise, au cours d'un récent procès, cet organisme suivait les militants jour et nuit, écoutait leurs appels téléphoniques, organisait des accidents de la route et surtout construisait les "preuves" qui permettraient leur licenciement. Tout cela a commencé en 1987, avec l'appui de certains secteurs de l'appareil d'Etat (les carabiniers et la magistrature). Puisque les syndicats avaient désormais accepté le principe des licenciements politiques, les travailleurs se sont organisés pour lutter contre ces pratiques sur le terrain légal et avec le soutien d'initiatives de solidarité hors de l'entreprise.

Le conflit est très dur et la direction de la Fiat s'acharne dans sa tentative de "normaliser" Alfa Romeo, comme le prouve le fait que certains travailleurs ont déjà été licenciés et réintégrés — par décision du tribunal — sept fois de suite. Les travailleurs licenciés se présentent aux portes de l'usine, essayent d'entrer, organisent des assemblées et parfois des grèves.

Après plusieurs années d'opposition à l'intérieur du syndicat, ce noyau ouvrier a créé le COBAS d'Alfa Romeo, qui a été élu par 2 000 travailleurs ; il est parvenu à faire reconnaître sa représentativité syndicale et dispose de ses propres locaux au sein de l'usine. Il s'agit d'un organisme qui développe une activité nettement opposée à celle des centrales syndicales nationales (CGIL, Confédération italienne des syndicats libres, Union italienne du travail). Il a été capable, à plusieurs reprises, d'organiser des grèves de toute l'usine pour des revendications salariales, contre le chômage et contre les licenciements politiques.

Une syndicaliste élue

Pendant les derniers mois, les délégués du COBAS d'Alfa Romeo, dont la majorité est issue de l'extrême gauche, se sont rassemblés avec d'anciens militants du PCI pour constituer la section d'usine du Parti de la refondation communiste (PRC). Une militante du COBAS — ouvrière licenciée pour des raisons politiques — était candidate sur la liste du Parti de la refondation communiste (PRC) pour la circonscription de Milan lors des élections politiques d'avril 1992. Elle a été élue député au Parlement grâce au soutien des travailleurs d'Alfa Romeo et des autres usines de Milan, en dépit du fait qu'elle n'a pas été placée en tête de liste par le PRC. Ce succès constituera un nouvel obstacle pour les projets de la direction de la Fiat et un signal politique pour la reconstruction d'une opposition face à l'offensive des patrons dans l'ensemble du pays. ★

Milan, 25 avril 1992

Grève générale rampante ?

Les manifestations du Premier Mai ont été, dans l'Etat espagnol, l'occasion d'exprimer le rejet des projets gouvernementaux de réduction des allocations chômage. En effet, le climat social est tendu (voir *Inprecor* n° 348 du 13 mars 1992) ; le 28 mai, les deux principales centrales syndicales appellent à quatre heures de grève générale.



LE PLAN de convergence présenté par le ministre de l'Economie, Carlos Solchaga, et adopté par le gouvernement espagnol, prenant prétexte de la signature du traité de Maastricht, vise la réduction des dépenses sociales afin de réduire le déficit public, en privatisant certaines prestations (santé, enseignement, transport), et quelques entreprises de l'Etat.

Si on ignore encore les détails de ce plan, on sait, par des déclarations officielles, qu'il part du principe qu'aucun accord n'est aujourd'hui possible avec les syndicats et que, dans les faits, la "modération" salariale a pu être instaurée. Le gouvernement espère, en outre, que la crise économique, avec son cortège de chômeurs et de précarité du travail, l'aide à venir à bout des revendications salariales.

Le déficit public et le rôle de l'Etat dans l'économie constituent le noyau de ce plan. Le secteur des services, responsable principal de l'inflation, devrait connaître des réformes : suppression du salaire minimum dans diverses activités professionnelles ; fin du monopole de certaines entreprises ou institutions dans l'installation de l'eau, du gaz ou de l'électricité, etc.

Dans le domaine du travail, ce plan constitue une attaque en règle : dérogation des ordonnances existantes pour parvenir à une plus grande mobilité géographique de l'emploi ; réforme des modalités de contrat et instauration de la liberté de licenciement en supprimant l'autorisation préalable ; réduction des allocations-chômage, etc. En outre, le gouvernement entend diminuer le budget de la santé publique.

Indirectement, tout cela devrait exercer

des pressions à la baisse sur les salaires, ainsi qu'une réduction du nombre d'emplois.

Les centrales ouvrières, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO) ont longtemps hésité face à ces projets gouvernementaux, paralysés, alors qu'en leur sein les appels à la grève générale se multipliaient (1).

La coupe est pleine !

Finalement, après les déclarations du Fonds monétaire international (FMI) qui "conseillait" aux gouvernements européens de réduire les allocations-chômage, et l'adoption d'un décret en ce sens par le gouvernement du Parti ouvrier socialiste espagnol (PSOE), la direction de l'UGT a fini par prendre position. Elle déclare vouloir organiser une mobilisation graduelle jusqu'au retrait total du projet : l'UGT appelle à une demi-journée de débrayages, le 28 mai — en accord avec les CCOO —, et à une grève générale en octobre 1992. Le secrétaire général de l'UGT, Nicolas Redondo, a déclaré qu'il fallait aller vers la grève générale car « nous ne sommes pas sûrs que ce soient les dernières décisions du gouvernement contre les travailleurs ».

Le PSOE, qui n'en est pas à sa première coulure avalée, est immédiatement accouru au secours du gouvernement pour lui manifester son soutien dans sa politique intransigeante vis-à-vis des salaires. ★

Cecilia Garmendia
2 mai 1992

1) Voir *El País* des 28 avril et 2 mai 1992 et *Página Abierta*, avril 1992.

L'Exposition et l'Andalousie



L'Exposition universelle de Séville (l'"Expo") a ouvert ses portes le 20 avril 1992, dans le cadre de la commémoration du Ve centenaire de la "Découverte" de l'Amérique et a provoqué déjà de violents incidents (voir l'article en p. 10) ; elle a coûté des millions de pesetas. Mais à quoi servent cet argent et ces commémorations ?

DOCUMENT



LE gouvernement de Madrid et la junte d'Andalousie [gouvernement autonome régional, ndlr] veulent faire croire à l'opinion publique que l'Exposition est une occasion rêvée pour le développement économique de cette région ; il veulent aussi montrer une image "moderne" du pays. L'"Expo" est donc présentée comme une opération de "développement régional". La publicité a répété ce message jusqu'à satiété : « L'Andalousie ouverte vers l'avenir » ; « L'Exposition, c'est ce qu'il y a de mieux sur terre. », etc.

L'Exposition a effectivement donné lieu à la réalisation d'une multitude d'investissements et de travaux, dont le plus important est la ville pharaonique, dressée sur l'île de la Cartuja, qui deviendra une "ville technologique" pour les multinationales de l'électronique et des télécommunications, à partir de 1993 — en lieu et place du parc de loisirs planifié auparavant. On ignore à quoi serviront les bâtiments de l'Exposition lorsqu'elle fermera ses portes, le 12 octobre 1992 — les constructions réalisées sur les seuls lieux de l'Exposition sont estimées à plus d'un milliard de pesetas.

Grâce à l'"Expo", plusieurs hôtels ont été construits à Séville, ainsi que des infrastructures touristiques sur la côte de Cadix et de Huelva, patronnées aussi par le commissariat de l'"Expo" — le franquisme avait encouragé le développement touristique du littoral de Malaga ; le régime actuel veut promouvoir, lui, la côte de Cadix et de Huelva.

Un nouveau réseau d'autoroutes a été

inauguré ; l'axe Séville-Baza et ses différentes ramifications renforcent le rôle de Séville en tant que centre administratif. Ce réseau est le fruit d'un choix plus coûteux en matière de transport — les autoroutes sont responsables d'un grand nombre d'accidents et ont des effets désastreux sur l'environnement.

Le train à grande vitesse (TAV, l'équivalent du TGV français) a coûté un demi-milliard de pesetas — c'est un caprice cher, réservé aux élites, et dont la rentabilité est douteuse. Le TAV circulera entre Madrid et Séville sous la haute surveillance de la Légion, 10 000 soldats des trois armées — 6 millions de pesetas supplémentaires pour la surveillance militaire — ; il est protégé par une haie de deux mètres de chaque côté et détruit, sur son passage, des sites naturels comme celui de la Sierra Morena, à Malaga. Entre-temps, le réseau ferroviaire andalou reste, lui, obsolète et le gouvernement songe à privatiser certains services et lignes. La suppression des lignes directes Huelva-Madrid et Cadix-Madrid, et celle du train Talgo qui traverse l'Ouest andalou, obligera en fait les voyageurs qui veulent quitter l'Andalousie à emprunter le TAV, qui est bien plus cher.

On brade le soleil et les plages !

Les investissements réalisés grâce à l'Exposition renforcent un modèle de développement économique de l'Andalousie qui est surtout basé sur le tourisme et l'agriculture intensive. Ces tendances avaient déjà commencé avec l'intégration de l'Etat espagnol dans la Communauté européenne (CE), et la destruction d'une partie importante du tissu industriel andalou — pourtant déjà faible — ; le secteur de la pêche est en crise permanente et la mécanisation des cultures intensives entraîne la quasi-disparition du salariat agricole. Tout cela a déjà provoqué une montée en flèche du chômage, le taux le

plus élevé de l'Etat espagnol et un des plus importants d'Europe — 700 000 Andalous n'ont pas de travail.

Les gros investissements actuels ne correspondent guère aux besoins économiques de l'Andalousie ; au contraire, ils vont accentuer, directement ou indirectement, ses aspects les plus déficitaires, en mettant notre soleil et nos plages en vente et en faisant un pari hasardeux sur le tourisme de masse, qui ne pourra créer que des emplois précaires, et contribuer à attirer des investissements volatiles et très peu sûrs.

Le projet du parc technologique de La Cartuja nécessitera, au mieux, une main-d'œuvre sur-qualifiée et ne créera guère de nouveaux emplois — ce sera une affaire juteuse pour les multinationales comme Fujitsu, Siemens, etc. Avec ce qu'il va coûter, on aurait pu instaurer les bases d'un développement intégral qui aurait aidé à éliminer le chômage endémique dont souffre l'Andalousie depuis des décennies.

Séville contre l'Andalousie

L'"Expo" ne résoud évidemment pas non plus les autres besoins sociaux de la région. Le prêtre Diamantino a dit, à juste titre, qu'avec le budget d'un demi-pont de l'Exposition on aurait pu éradiquer les bidonvilles de l'Andalousie. L'Association pour la défense des droits de l'homme en Andalousie estime qu'il existe 40 000 logements insalubres dans cette région. Et ce n'est qu'un exemple : il suffit de voir l'état d'abandon des zones rurales ou des quartiers périphériques de nos villes.

Le gouvernement de Madrid et la junte régionale ont creusé, avec l'"Expo", le fossé entre Séville et le reste de l'Andalousie, ils renforcent ainsi le sentiment de ceux qui pensent que cette capitale s'est octroyée la plus grosse part du gâteau.

Mais l'"Expo" aura aussi d'autres conséquences. Ce mur de luxe cache la ville et ses besoins ; c'est la population qui va supporter le fardeau des impôts municipaux qui ne manqueront pas d'augmenter, et qui sera dépossédée des terrains publics qui lui seront extorqués — il deviendra ainsi plus difficile d'avoir accès au logement, et certains vieux projets, comme celui de l'hôpital d'Aljarafe seront désormais mis aux oubliettes. Pendant combien d'années la

population de Séville paiera-t-elle le prix de la pantalonnade de l'«Expo-92» ?

Le centralisme administratif de Séville sortira sans aucun doute renforcé. Protégée par la junte et son armée de bureaucrates qui volent comme des charognards autour des affaires faciles, une nouvelle caste de *señoritos* viendra remplacer le «caciquisme» rance et aggraver les inégalités sociales.

Par ailleurs, l'«Expo» a très peu apporté à la ville de Séville — hormis la récupération d'une partie du cours du fleuve Guadalquivir. Elle a surtout entraîné un énorme boom spéculatif au profit d'une petite minorité enrichie. Séville est devenue une des villes les plus chères de l'Etat espagnol — les loyers ont tellement augmenté, que se loger devient désormais un luxe à la portée de quelques rares privilégiés !

La mairie de Séville — autrefois dans les mains du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) —, aujourd'hui dirigée par le Parti andalou-Parti populaire de droite, a été un des moteurs les plus importants de la spéculation en vendant les terrains publics.

La vieille ville est toujours laissée à

l'abandon et les quartiers populaires sont en ruines.

Pendant les six mois que durera l'Exposition, la population sévillane va subir un renforcement important de la présence policière. Les peines contre les prétendus «délinquants» (voir l'article ci-dessous) ou ceux qui oseront coller des affiches, par exemple, seront plus lourdes ; des secteurs considérés comme «marginiaux» seront nettoyés dans le centre ville et dans l'Alameda, sous prétexte de traquer la consommation de drogue ; près d'un millier de lits d'hôpital resteront vides en prévision des accidents qui pourraient avoir lieu à l'«Expo» ; les travailleurs des services dits essentiels n'auront aucun repos durant les six prochains mois (santé, transports, pompiers, services municipaux, etc.).

Il faut «s'insoumettre» !

L'Exposition de Séville, comme les célébrations du Ve centenaire de la Conquête de l'Amérique, constitue une manœuvre grossière en direction de la population de l'Etat espagnol. Le régime cherche à lui

signifier que le pays fait enfin partie des grandes puissances occidentales et qu'il n'est plus un pays de deuxième classe. Il veut ainsi renforcer l'ego patriotique espagnol ; il s'agit de chercher à nous désolidariser des peuples d'Amérique latine et des plus démunis de l'Etat espagnol : en Andalousie, il y a 600 000 «pauvres», 100 000 «indigents» et autant d'analphabètes...

Pour contrecarrer ces projets officiels, l'Exposition doit être, au contraire, une occasion pour faire fleurir la critique et la rébellion contre les fastes et l'incurie du gouvernement central et andalou.

Elle doit être l'occasion de manifester notre solidarité avec les peuples d'Amérique latine et avec les laissés-pour-compte de l'Etat espagnol : il faut s'insoumettre contre ce système corrompu !

★

Andalousie, avril 1992
Tiré de l'enquête réalisée
par Accion Alternativa *

* Accion Alternativa est une organisation révolutionnaire andalouse liée à Izquierda Alternativa.

A coups de trique !

Sur le mur, près d'un des nombreux chantiers de Séville, le mardi 22 avril 1992, on pouvait lire un graffiti : « L'Exposition, à coups de trique ». Le pays venait d'apprendre que, dimanche 20 avril, dans cette ville, siège de l'Exposition universelle, trois personnes avaient été blessées par les balles de la police et des dizaines arrêtées — il y aurait eu 72 interpellations. Par sa brutalité, la police dévoilait la volonté du gouvernement espagnol : rien ni personne ne devait porter ombrage au pathétique chant du cygne que constitue l'«Expo».

Antonio FLOREZ *



QUE CEUX qui protestent contre l'Exposition soient des ressortissants allemands ou italiens n'a aucune importance pour le gouvernement de Felipe Gonzalez. Les 42 étrangers arrêtés à

Séville, tout au long de la semaine de l'inauguration de l'Exposition — la plupart étaient allemands —, ont été expulsés du territoire espagnol dès le 29 avril, en application de la

loi sur les étrangers, qui n'avait servi jusqu'à présent qu'à barrer la route aux immigrés pauvres ou à les expulser (1).

Pour le gouvernement espagnol, 1992 constitue un examen qu'il faut réussir. Il doit montrer à l'opinion publique espagnole le pays où elle vit. Si le gouvernement échoue, l'image soigneusement construite au cours des dix dernières années s'écroulerait — l'Espagne des taureaux, du flamenco et du soleil est finie... c'est l'Espagne des investissements étrangers, des progrès technologiques qui s'avance ! L'Espagne, enfin, qui appartient au «premier monde». Il s'agit de parvenir à faire communier la population avec les roues du moulin de Maastricht. Le message est clair : « Nous sommes modernes, et donc nous devons être du côté

de la modernité... même si le prix est impossible à payer. »

Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour cette opération d'image de marque. Les centaines de milliards consacrés aux Jeux olympiques de Barcelone, l'Exposition de Séville, le train à grande vitesse espagnol (TAV, l'équivalent du TGV français) et le titre de capitale culturelle donné à Madrid, en sont autant de preuves. Le ministre de l'Economie, Carlos Solchaga, nous apporte déjà la facture : le Plan de convergence (voir encadré en p. 8) qui, entre autres, réduit l'assurance chômage et la durée des allocations, pour récupérer dans l'avenir les investissements actuels.

«Expo», JO et Ve centenaire

Dans cette grande opération de maquillage, les célébrations du Ve centenaire de la Conquête (2) n'ont désormais qu'une importance relativement secondaire. La projection de cette image de l'Etat espagnol par rapport à l'Amérique latine a rempli, durant les premières années de ce projet, un rôle essentiel : il s'agissait de montrer que le meilleur rôle que l'Espagne pourrait jouer dans l'Europe unie serait celui d'interlocuteur privilégié auprès d'un marché de près de 300

* Antonio Florez est membre de la commission contre les célébrations du Ve centenaire et porte-parole de la campagne de l'Etat espagnol "500 ans d'agression, 500 ans de résistance, pour l'émancipation des peuples".

(1) Voir *Inprecor* n° 349 du 27 mars 1992.

(2) Voir *Inprecor* n° 350 du 10 avril 1992.

millions d'hispanophones. Il ne faut pas oublier que ce marché latino-américain garde, malgré tout, un pouvoir d'achat supérieur à celui de l'Afrique ou de l'Asie ; il est aussi très intéressant pour les investisseurs européens, en raison des bas salaires.

Mais avec l'effondrement des pays de l'Est, les vents ont tourné. L'importance de l'Amérique latine a diminué face à celle supposée des anciens pays "socialistes" qui devraient constituer un plus grand marché, avec des revenus supérieurs et des travailleurs plus qualifiés. Cependant, les choses sont vite devenues plus compliquées que prévu de ce côté de l'Europe — et surtout pour un pays comme l'Espagne, qui a des ressources très réduites pour investir face à l'Allemagne ou à la France.

Ainsi, l'Amérique latine, sans retrouver l'importance qu'elle avait au départ — maintenant l'objectif c'est l'Europe —, est revenue sur le devant de la scène.

La campagne de solidarité

L'existence des collectifs militants contre la célébration du Ve centenaire de la Conquête a donc commencé à déranger la longue marche triomphale que le gouvernement espagnol s'était fixée.

En décembre 1990, la Coordination de l'Etat espagnol contre la célébration du Ve centenaire a été mise sur pied avec la participation de collectifs venus de tout le territoire — sous le mot d'ordre de "500 ans d'agression, 500 ans de résistance, pour l'émancipation des peuples". La campagne vise octobre 1992, et prépare un contre-sommet alternatif et un forum populaire. Le premier devrait se tenir à Madrid, à l'occasion du IIe Sommet ibéro-américain ; il cherche à faire entendre des voix venues d'Amérique latine qui ne seront sûrement pas écoutées au sommet officiel. Le forum, lui, veut avoir un caractère plus populaire : entre le 9 et le 12 octobre 1992, dans la petite ville de Puerto Real (Cadix), des artistes, des intellectuels, des femmes, des dirigeants des mouvements sociaux et indigènes latino-américains, ainsi que des militants de la solidarité de l'Etat espagnol et d'Europe vont discuter de la réalité et des problèmes de l'Amérique latine. L'attitude de collaboration du groupe majoritaire de la mairie de Puerto Real a été essentielle [le maire est un indépendant de gauche, ndlr]. Le conseil municipal a organisé un débat ouvert pour décider de sa participation à ces activités : 17 des 22 conseillers municipaux ont voté en faveur de l'engagement de la ville.

Ces initiatives, qui n'ont pas encore commencé, rencontrent d'ores et déjà un écho important, surtout le forum de Puerto Real. La plupart des lettres de solidarité qui arrivent à la mairie proviennent d'organisa-

tions ou d'individus d'Amérique latine ou d'Europe qui comprennent que, derrière ces contre-célébrations, ce qui se joue c'est la solidarité avec le tiers monde en général, et avec l'Amérique latine en particulier — ce sentiment est aux antipodes du message officiel du Ve centenaire, de l'Exposition de Séville, ainsi que de celui de la nouvelle Europe capitaliste.

Une autre campagne se déroule dans l'Etat espagnol, sous le titre : "Nous démasquerons 1992". Ses initiateurs ont lancé un appel à riposter aux coûts de l'unification européenne et aux projets que le gouvernement espagnol prépare dans ce cadre — la coordination avec les activités contre le Ve centenaire, qui visent à manifester la solidarité avec l'Amérique latine, sans cacher l'opposition aux fastes technologiques de l'entrée de l'Etat espagnol dans l'Europe, est cependant limitée et peut semer une certaine confusion. Malheureusement, cette absence de coordination a des effets négatifs.

La manifestation de Séville

La manifestation du 20 avril 1992 contre l'Exposition de Séville, a aggravé la confusion. Organisée par la campagne "Nous démasquerons 1992", elle devait se faire avec les participants d'un camp international installé par ce même collectif près de Séville. La pression locale — l'énorme dispositif policier mis en branle — aurait dissuadé ses organisateurs, mais une partie des participants au camp ne l'auraient pas appris à temps et la marche s'est quand même tenue avec environ 400 personnes.

La version donnée par la police des événements est en revanche totalement fautive : elle prétend que les manifestants étaient des provocateurs parfaitement organisés pour saboter l'inauguration de l'Exposition (3). Quoi qu'il en soit, le droit de manifestation et de protestation ne doit subir aucune restriction, et encore moins celle qu'a imposée la police.

Au-delà des incidents de Séville, les deux campagnes connaissent aussi des difficultés liées à la situation actuelle : nous vivons une époque qui est plutôt "désolidaire". Dans un sondage réalisé en 1991, la majorité des personnes interrogées disaient rien ou très peu savoir sur le Ve centenaire. Mais lorsqu'on leur demandait ce que cela leur suggérait, elles répondaient : « L'Exposition de Séville », ou « Les Jeux olympiques », ou encore les deux. Une partie du



message officiel est donc bien passé pour la majorité de la population : on fête le Ve centenaire pour nous faire miroiter un avenir technologique et aussi pour en finir avec le passé qui ne propose que misère et légendes noires.

Le gouvernement et les partis ont fait de grands efforts en ce sens : les commémorations du Ve centenaire sont un véritable projet d'Etat. Le roi Juan Carlos lors de son allocation de Noël, s'est cru obligé de faire référence à la légende noire, en disant qu'il fallait fêter la Découverte « sans complexes » — ce qui revient à dire que des "complexes" existent réellement !

Malgré tout cela, le masque de l'Etat commence à s'écrouler et nombreux sont ceux qui voient ce qui se cachait derrière. Les balles tirées par la police de Séville ont malheureusement aidé à dévoiler les projets du gouvernement. Le Plan de convergence du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) laisse aussi entrevoir une partie de la facture qu'il va falloir payer. Quant aux peuples d'Amérique latine, ils dénoncent depuis longtemps le montage de ce Ve centenaire.

Lors de son discours d'inauguration à l'Exposition de Séville, Felipe Gonzalez s'est limité à citer les prétendus succès de l'Exposition et les réussites de son gouvernement — l'Amérique latine, qui devait être, paraît-il, le grand protagoniste de cet événement, n'a pas été citée une seule fois (4).

Face à la duplicité, face à une telle cupidité, et face à la répression, des réactions devraient se manifester tôt ou tard. ★

Madrid, 28 avril 1992

3) Voir *El Mundo*, 21 avril 1992.

4) Le correspondant dans l'Etat espagnol du journal mexicain *La Jornada* a intitulé son article sur l'inauguration : "L'Exposition a été inaugurée sans aucune référence à l'Amérique latine". Cette chronique a fait la "une" de ce quotidien.

La CEE contre les Irlandaises

La question de l'avortement continue à occuper une place importante dans les médias irlandais. La tempête politique qui s'est levée lorsque la Haute cour interdit à une adolescente de 14 ans, victime d'un viol, de se rendre en Grande-Bretagne pour avorter ne s'est pas calmée (voir *Inprecor* n° 348 du 13 mars 1992.).

Anne CONWAY



LA CRISE politique qui continue à propos de l'avortement porte sur la façon de mettre en pratique le jugement de la Cour suprême (qui a cassé celui de la Haute cour), stipulant que l'interruption volontaire

de grossesse (IVG) est autorisée en cas de risques importants pour la vie de la mère. La première proposition était d'amender le protocole du traité de Maastricht, qui prévient toute tentative de remise en cause de la clause anti-avortement de la Constitution irlandaise, à partir des lois de la Communauté européenne (CE), afin d'autoriser le droit à l'information sur l'avortement et le droit des femmes irlandaises à voyager.

Le gouvernement espérait que cela lui éviterait d'avoir à organiser un référendum séparé sur l'avortement. Cependant, après de longs débats sur la formulation exacte à utiliser, au sein des partis au pouvoir (le Fianna Fail et les Démocrates progressistes) et avec l'opposition (Fine Gael et Parti travailliste), la majorité des autres pays membres de la CE a refusé d'accepter tout amendement, de peur que cela n'ouvre une boîte de Pandore et que d'autres pays ne cherchent à présenter des dérogations sur toute une série de questions intérieures.

Une fois l'amendement

refusé par l'Europe, le gouvernement irlandais a immédiatement décidé de maintenir la date du référendum constitutionnel sur le traité de Maastricht au 18 juin 1992, laissant le protocole en place, et promettant qu'un référendum sur l'information et les voyages aurait lieu plus tard dans l'année.

La décision de maintenir le protocole dans le traité et de tenir le référendum sur Maastricht a provoqué une importante opposition. Un Comité pour le retrait du huitième amendement [qui interdit l'avortement, ndlr] a récemment lancé une campagne publique, bénéficiant d'une bonne couverture des médias irlandais.

La campagne est soutenue par environ 30 groupes et organisations, dont l'Union nationale des étudiants d'Irlande et le Conseil des syndicats de Dublin. Une coalition de diverses organisations est en train de se mettre en place, avec le Conseil irlandais des libertés civiques, diverses associations, des organisations de femmes, etc. Le comité a décidé d'organiser des activités publiques importantes pour que cette campagne devienne incontournable.

Tout cela a fait pression sur les partis de "gauche", la nouvelle Gauche démocratique (scission de l'ancien Parti des travailleurs, stalinien), le Parti travailliste, et sur le nouveau Conseil pour le statut des femmes patronné par l'Etat. Ils ont tous demandé le retrait du protocole et la tenue d'un référendum sur l'information et les voyages avant le vote du traité de Maastricht.

Le principal parti d'opposition, le Fine Gael, fait mine d'être préoccupé par le droit

des femmes mais, en fait, il craint surtout que le traité de Maastricht soit rejeté à cause de la controverse sur l'avortement. L'opposition à Maastricht de l'ensemble des partis de gauche et d'un grand nombre de salariés et de jeunes pourrait menacer l'adoption du traité. C'est une éventualité que la classe dirigeante ne veut pas risquer.

Les évêques sur le pied de guerre

Les évêques catholiques ont prononcé une déclaration très importante, soulignant le droit à la vie du fœtus, sans aucune référence au droit à la vie des femmes. Ils ont demandé un nouveau référendum sur le droit à la vie du fœtus et sont en train de faire passer le message auprès de tous les prêtres. On doit s'attendre à une nouvelle offensive des sermons, comme celle de 1983, quand les prêtres prêchaient le vote de l'article de la Constitution interdisant l'IVG. Leur prise de position montre déjà que si le traité de Maastricht est adopté, on assistera à une chasse aux sorcières contre les droits des femmes.

Le Comité pour le retrait du huitième amendement demande à toutes les organisations progressistes d'Europe et aux parlementaires européens d'exiger du gouvernement irlandais l'annulation du protocole ajouté au traité de Maastricht. Des Etats membres de la CE ont déjà refusé que le protocole soit amendé, avalisant ainsi, de fait, la Constitution irlandaise anti-avortement, qui interdit aux femmes d'avoir accès à toute information sur les possibilités d'IVG dans d'autres pays de la CE. Tous les pays européens qui ratifieront le traité de Maastricht dans leur Parlement soutiendront donc le déni des droits civiques les plus fondamentaux, qui est fait aux femmes irlandaises. Si les gouvernements européens pensent que cela se justifie pour les Irlandaises, des choix similaires peuvent se développer dans toute l'Europe. ★

Dublin, Avril 1992



Pour contacter le comité pour le retrait du huitième amendement, écrivez à :
Repeal the 8th Amendment Campaign
P.O. Box 3441 — Dublin 8

Pour le droit à l'avortement !

Le 5 avril 1992, Washington a été le théâtre d'un des plus grands rassemblements que les Etats-Unis aient jamais connu : 750 000 personnes, venues de tout le pays, ont participé à une manifestation pour défendre le droit à l'avortement, à l'initiative de l'Organisation nationale des femmes (NOW), soutenue par 150 autres organisations.

Sarah SPRINGER

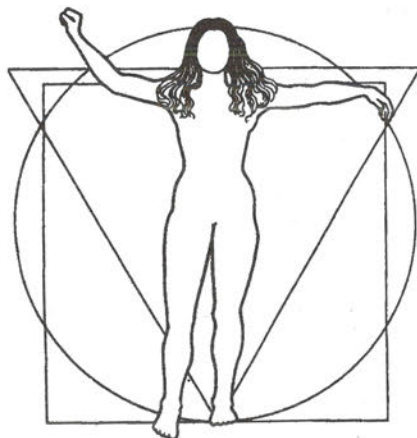


AVANT la manifestation, les médias annonçaient que les partisans de l'avortement et les "pro-life", qui s'y opposent, se retrouveraient à Washington ; mais les représentants de la droite, adversaires de l'avortement, très peu nombreux, furent rapidement noyés dans la masse des manifestants.

Des dizaines d'orateurs ont pris la parole lors de ce rassemblement, dont Patricia Ireland, la présidente de NOW. Bill Clinton, Jerry Brown et Paul Tsongas, candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle, étaient aussi présents mais il leur avait été spécifiquement demandé de ne pas prendre la parole.

La réussite spectaculaire de cette manifestation montre la colère de millions de femmes. La tentative pour remettre en cause les acquis arrachés par les femmes au cours des années 60 et 70 ne vise pas que la liberté de conception, mais aussi des questions comme l'inégalité des salaires, les problèmes d'accès à l'éducation et au travail, le harcèlement sexuel, la discrimination dans tous les domaines de la vie sociale, et l'instauration d'un système de santé et de garde des enfants accessible pour toutes.

Aujourd'hui, le mouvement des femmes est confronté à plusieurs menaces spécifiques concernant le droit à l'avortement,



dont la principale est l'éventualité que la Cour suprême annule prochainement la décision du procès *Roe versus Wade*, qui avait permis la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

La possibilité d'avorter dans de bonnes conditions et pour une somme modique a déjà été sévèrement limitée et, dans la plupart des cas, les femmes ne bénéficient plus de soins médicaux remboursés par le gouvernement — cela concerne y compris les membres de l'armée, les Indiennes qui vivent dans des réserves et les femmes pauvres qui dépendent du programme d'assistance fédéral, Medicaid. Des restrictions ont aussi été appliquées par certains Etats, qui exigent que les jeunes femmes préviennent leurs parents avant de pratiquer une IVG, que les femmes mariées avertissent leurs époux, et que les cliniques proposent des "consultations" — destinés à décourager le choix de l'avortement — aux patientes avant l'opération (1).

Silence sur l'avortement

Les cliniques du Planning familial financées par l'Etat fédéral ont été littéralement bâillonnées : le personnel n'a plus le droit d'informer les femmes sur le fait que l'avortement est un choix possible. La Cour suprême a récemment déclaré ce règlement fédéral constitutionnel. Lors du rassemblement du 5 avril, Patricia Ireland a déclaré que « 44 millions de femmes des Etats-Unis ont déjà pratiquement perdu le droit de choisir ».

Les jeunes femmes qui ont grandi après la décision *Roe v. Wade* sont particulièrement vulnérables à la campagne de restriction de l'avortement encouragée par le gou-

vernement. Le président de l'association Planned Parenthood a rappelé qu'avant cette décision de justice, plus de 1 million d'avortements étaient pratiqués aux Etats-Unis chaque année, entraînant la mort de nombreuses femmes, dont « la plupart étaient pauvres ou noires ».

D'autres orateurs ont rappelé que l'amendement *Roe v. Wade* représentait l'aboutissement de nombreuses années de mobilisation des femmes pour exiger le droit à une IVG légale, sûre et à un prix abordable ; et qu'il fallait préserver cet acquis afin de protéger les droits des femmes encore intacts et de récupérer ceux qui ont été perdus.

De nombreux orateurs ont exhorté les manifestants à transformer cette journée en point de départ de l'organisation de mobilisations à travers tout le pays pour protéger le droit à l'avortement. Certains intervenants ont demandé le soutien du projet de loi sur la liberté de choisir actuellement examiné par le Congrès. Il a également été bien sûr question de la préférence donnée aux candidats favorables à l'IVG à l'occasion des élections au Sénat et au Congrès et de l'élection présidentielle de novembre 1992.

Des alliés peu sûrs

Mais, il est difficile de savoir quel candidat soutient véritablement l'avortement : Patricia Ireland a souligné que le Congrès actuel est théoriquement favorable au choix. Or, en fait, durant les dix dernières années, le Congrès a été complice des campagnes de Reagan et de Bush pour restreindre le droit à l'avortement ; il a voté les deux dernières nominations de juges à la Cour suprême proposées par Bush, alors qu'il s'agissait de candidats hostiles aux droits des femmes ; il n'a toujours pas voté le projet de loi sur la liberté du droit de choisir, déposé en... 1989 !

Le mouvement des femmes ne peut pas compter sur de tels alliés, il doit plutôt poursuivre des actions politiques indépendantes.

Cette manifestation a clairement montré que les tentatives du gouvernement pour limiter l'IVG rencontreront des obstacles. La multitude de femmes et d'hommes, de jeunes et de plus âgés, de toutes origines ethniques et religieuses, qui était dans la rue le 5 avril, allait directement à l'encontre des affirmations des médias, qui prétendent que le mouvement des femmes serait marginal aujourd'hui, et que les objectifs du féminisme ne sont pas compris par l'"Amérique profonde". ★

Baltimore, 16 avril 1992

1) Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1992.



DURANT la seule année 1991, quatre jeunes issus de communautés minoritaires ont été "légalement" assassinés, d'une balle dans le dos, par des agents chargés de faire respecter la loi dans les communautés afro-américaines et hispaniques du comté de

Los Angeles. D'innombrables autres membres des minorités sont quotidiennement arrêtés, recherchés et harcelés, dans la plupart des cas de façon illégale, mais toujours avec la bénédiction de l'Etat, qui a déclaré la guerre à la drogue, pour traquer la jeunesse de couleur.

Sous prétexte de nettoyer les rues du crime et de la drogue, l'Etat peut suspendre les droits juridiques de certains individus — en général des jeunes de couleur issus de la classe ouvrière. L'Etat peut, par exemple, tirer dans le dos d'un Chicano de 15 ans, désarmé, ou d'un Noir handicapé mental allongé sur le trottoir, si les policiers, qui "font leur devoir" se considèrent en état de "légitime défense" — deux cas qui ont eu lieu l'été dernier.

Deux poids, deux mesures

La menace croissante de la violence légale que fait peser la police sur les minorités, et la mauvaise volonté des autorités à l'heure de vérifier les exactions de ses représentants conduisent depuis longtemps les mères noires et hispaniques à se demander où est la justice. D'ailleurs, le verdict de l'affaire King, qui a tant choqué le pays, n'a pas représenté une surprise pour la communauté afro-américaine, encore sous le coup du jugement d'un autre jury blanc, qui avait condamné à seulement six mois de liberté conditionnelle un commerçant coréen ayant assassiné d'une balle dans le dos une adolescente noire de 13 ans, Natasha Harling. Dans ces deux cas, séparés d'à peine six mois, il est évident que si les criminels avaient été noirs et les victimes blanches, les cours — blanches — se seraient prononcées pour les victimes.

On comprend l'existence de cette justice à deux vitesses quand on sait que l'Etat a systématiquement criminalisé les communautés afro-américaine et hispanique du pays et ne connaît qu'un seul type de coupable : l'homme noir ou hispanique (voir l'article en p. 16). Les statistiques sont d'ailleurs assez révélatrices : dans les pri-

sons d'Etat et les prisons fédérales, 46 % des détenus sont afro-américains et 12,6 % hispaniques — le taux d'emprisonnement des Noirs aux Etats-Unis est quatre fois plus élevé que celui des Noirs en Afrique du Sud ! Pratiquement 25 % des hommes noirs âgés de 20 à 29 ans sont sous l'autorité du système judiciaire. Or, ces chiffres ne sont guère en rapport avec la progression du nombre des délits : alors que le taux de criminalité a diminué de 3,5 % depuis 1980, durant la même période, la population carcérale a doublé.

Ainsi la violence des "masses de couleur", que le monde entier juge comme une simple réponse à l'injustice raciale du verdict de l'affaire King, découle, au fond, de la violence bien supérieure exercée par l'Etat.

14 000 dénis de justice

Cinq jours après le début des émeutes, l'Etat pouvait assurer que Los Angeles était pacifié et qu'il fallait "retourner au travail". Mais cette pacification n'a été possible — l'Etat oublie de le reconnaître — que grâce à l'incarcération d'environ 14 000 personnes (la plupart illégalement arrêtées lors de manifestations politiques pacifiques) ; la majorité d'entre elles n'ont pas eu la possibilité de recourir à ce qui, jusqu'au 5 mai au soir, constituait le droit légal en cas d'interpellation. Les voix des détenus ont été étouffées et leur forme de protestation politique (même si elle peut paraître autodestructrice) a été écrasée par l'hyper-militarisation de la ville. Plus de 12 000 militaires fédéraux, dont des gardes nationaux et des marines entraînés pour l'opération "Tempête du désert" dans le Golfe, ont pris position dans les quartiers populaires de Los Angeles, que les habitants blancs de la ville ne connaissent que par ouï-dire.

La réponse des autorités a été si sévère et si discrète que les médias n'ont même pas rapporté l'expulsion du pays d'au moins 2 000 immigrants mexicains et centraméricains par le Service d'immigration et de naturalisation (INS), déployé à Los Angeles parmi les troupes envoyées par le président Bush. Les agents de l'INS ont été envoyés dans les communautés hispaniques et avaient les pleins pouvoirs pour repérer les "illégaux" ne parlant pas anglais. Ils ont procédé à des centaines d'arrestations, après des perquisitions "musclées" dans des appartements, etc.

Alors que ces actes illégaux de violences de la part de l'Etat avaient lieu en toute discrétion, les caméras internationales ont été braquées pendant trois jours sur ce qui semblait être des pillages et des incendies indiscriminés de la part des masses noires et hispaniques.

Or il faut signaler que la plupart de ces

La ré des an

Le 29 avril 1992, un sentiment
Angeles, à la suite du verdict du ju
Département de police de Los Ang
coups Rodney King, en mars 1991
Blancs, il confirmait à la plupart de
pas de démocratie formelle — sans
Américains, dans le pays qui est
sur des sols étrangers, pré

Dolor

incidents n'ont pas été aussi arbitraires que ce que les médias voulaient faire croire. Au contraire, la plupart des pillages répondaient au schéma imposé par les politiques raciales. Alors que les boutiques d'alcool appartenant à des Coréens et le quartier coréen dans son ensemble ont été visés par les jeunes pillards, la plupart des petits commerces appartenant à des Noirs et à des Hispaniques ont été épargnés — les propriétaires noirs et hispaniques avaient installé des pancartes sur leur petites boutiques, précisant leur origine raciale.



bellion es noirs

ustice et d'indignation a parcouru Los
anc qui a acquitté les quatre policiers du
(LAPD) qui avaient violemment rossé de
rs que ce verdict choquait beaucoup de
mbres des minorités qu'il n'existe même
er de démocratie réelle — pour les Afro-
à verser le sang des soldats de couleur
ent au nom de la "démocratie".

REVIZO

Les raisons des attaques des établisse-
ments appartenant aux Coréens sont nom-
breuses et complexes ; mais il faut souligner
que les relations parasites qu'entretiennent
les petits commerçants avec les membres de
leur communauté d'"accueil" sont, dans la
plupart des cas, vécues et comprises à tra-
vers le prisme de la différence. Aux Etats-
Unis, la spécificité des relations raciales
détermine — selon la couleur et la race —
ces différences ; les affrontements culturels,
dans le contexte d'une relation d'exploita-
tion économique, sont compris, d'un côté et

de l'autre, comme des relations raciales. On
peut regretter cette "racialisation" des rela-
tions économiques d'exploitation, malheu-
reusement réelle.

Le pillage a évidemment des raisons
économiques. La détresse économique des
quartiers pauvres, le fait que la majorité des
adultes noirs et hispaniques qui y vivent
sont, soit au chômage, soit sous-employés,

les taxes sur les affaires. Durant les quinze
dernières années, cela a accru fortement le
fossé entre les riches et les pauvres. La divi-
sion de la société en deux camps, les possé-
dants et les dépossédés, a encore plus enfer-
mé les gens de couleur dans la seconde caté-
gorie.

Confrontée à des écoles surpeuplées et
au déclin de la qualité de l'éducation, plus
de 50 % de la jeunesse noire et hispanique a
perdu pied avant même d'entrer au lycée.
Dans une économie de plus en plus dépen-
dante d'une force de travail hautement
qualifiée, la déclaration de Julius Wilson,
qui explique que les gens de couleur
« n'ont pas d'avenir »
semble aller de
soi.

Mais, après
les récentes
émeutes, les classes diri-
geantes et l'Etat ne peuvent
plus continuer à ignorer ce sec-
teur de la population. Cepen-

dant, dans une période de forte
récession (2), il est très peu probable que les
revenus nécessaires pour reconstruire ces
communautés et pour améliorer les condi-
tions générales soient disponibles — en fait,
le président Bush prétend déjà que les
émeutes sont la conséquence des pro-
grammes sociaux des années 60 et 70 !

Parmi les effets positifs de cette révolte,
on peut signaler la prise de conscience crois-
sante de la nécessité de l'unité, dans une
communauté déchirée depuis dix ans par des
combats de gangs fratricides. Au milieu de
la révolte, les plus importants gangs afro-
américains ont appelé à une trêve entre eux,
annoncée sur les murs de la ville par des slo-
gans comme « *Crips et Bloods ensemble
pour toujours* » (voir l'article en p. 16). Pour
l'instant, ces groupes se sont rassemblés
dans le but de défendre leur communauté
contre les exactions policières. Tout comme
l'Etat, ils ont senti le pouvoir des secteurs
les plus méprisés et les plus abandonnés de
la société. Leur menace reste inscrite dans
les esprits de tous ceux qui ont assisté à ces
événements : « *Sans justice, pas de
paix !* ». ★

Los Angeles, 7 mai 1991

ou tout simplement totalement exclus du
monde du travail explique pourquoi les
masses urbaines — jeunes et vieux, hommes
et femmes — ont participé au vol des bou-
tiques locales. Il s'agissait de symboles du
luxe, tels les chaussures Reebok (150 dollars
la paire) et les lecteurs de disques compacts
haute-définition, mais aussi de produits de
base comme le lait et les céréales. Ce fut
l'occasion, sur une petite échelle et à court
terme, d'une redistribution momentanée de
la faible richesse locale.

Des citoyens de deuxième classe

Alors que les capitalistes ont été cho-
qués par l'ampleur des "crimes" commis
contre la propriété, ce sont eux qui, par des
moyens économiques et par l'action de
l'Etat, pillent cette communauté depuis des
années.

Les attaques capitalistes contre la classe
ouvrière, à travers la restructuration de
l'économie, ont surtout durement frappé la
communauté afro-américaine. Selon le
sociologue William Julius Wilson : « *En
1974, 48 % des hommes noirs âgés de 20 à
24 ans travaillaient encore comme ouvriers
semi-qualifiés dans l'industrie ou dans de
petits ateliers, qui les payaient assez pour
qu'il subviennent à leurs besoins et à ceux
de leurs familles. En 1986, seuls 25 % des
Noirs de cette tranche d'âge possédaient de
tels emplois, alors que les autres étaient
obligés de prendre les emplois les moins
payés ou de rester au chômage* » (1).

Dans le même temps, l'Etat a drastique-
ment réduit les dépenses sociales en matière
de santé, d'éducation et de services sociaux,
tout en réduisant l'impôt sur la propriété et



1) Los Angeles Times, 6 mai 1992.

2) Voir Inprecor n° 346 du 14 février 1992

Le rêve américain devient cauchemar

« Plus de 60 morts, 2 100 blessés graves, 4 000 arrestations, environ 600 millions de dollars de dégâts. » La froideur du bilan officiel des quatre jours d'émeutes dans la ville de Los Angeles, et de la traînée de poudre qui a traversé les Etats-Unis, avec des explosions mineures à San Diego, San Francisco, Seattle, Omaha, Dallas, Atlanta et Philadelphie, cache l'immense baril de poudre que la Commission nationale sur les causes et la prévention de la violence définissait déjà, en 1969, comme la "seconde Guerre civile".

Gustavo BUSTER



LA GOUTTE D'EAU qui a provoqué ce dernier sursaut du rêve américain est connue : un jury de quatorze personnes, parmi lesquelles il n'y avait qu'un Hispano-Américain et un Asiatique, a acquitté quatre membres blancs du Département de police de Los Angeles (LAPD), responsables du passage à tabac sadique d'un Noir de 24 ans, Rodney King, que tout le pays avait pu suivre, à la télévision, grâce au film vidéo d'un amateur.

Qu'est-ce qui a conduit d'une vidéo à une hécatombe sociale ? Comment de telles choses peuvent-elles arriver dans la ville la plus post-moderne du pays le plus riche, après ses victoires impériales contre le tiers monde dans la guerre du Golfe, et contre le communisme dans la "guerre froide" ? Pour le président Bush, « le verdict nous a produit à tous un profond sentiment de frustration et d'angoisse. Le respect de la loi et des procédures judiciaires demeure important ». Pour le candidat démocrate Bill Clinton, les Nord-Américains « doivent aujourd'hui faire appel à la tolérance, à la justice et au respect mutuel pour toutes les victimes des crimes de la société. Dans une époque de

malheurs et d'injustices, les Etats-Unis devront se maintenir unis ou courir le risque de se diviser encore plus ». Pour Jesse Jackson, « nous, les Noirs, nous nous sentons humiliés ». Pour les jeunes Noirs et Hispaniques qui se sont lancés dans les rues, il s'agissait tout simplement d'une vengeance.

Les traces de la rébellion de Watts

Durant la Seconde Guerre mondiale, le Sud de la Californie, dont le centre est Los Angeles, s'est transformé en dernière frontière du rêve américain. La construction rapide d'une industrie de guerre, pour soutenir les attaques contre le Japon, créa des milliers d'emplois et une très importante immigration d'ouvriers blancs de l'industrie de la côte Est, et de Noirs fuyant les ghettos, le tout dans une atmosphère d'effort national, d'intégration raciale et d'égalité des

chances. Mais, après la fin de la guerre, le vent tourna.

Le premier à s'en apercevoir fut le chef de la police Parker qui, au début des années 50, modernisa et reforma le LAPD, le préparant à sa nouvelle tâche : « On estime qu'en 1970, 45 % de la zone métropolitaine de Los Angeles sera habitée par des Noirs. Si vous voulez que vos maisons et vos familles soient protégées (...), vous aurez besoin d'un puissant Département de la police. Si tel n'est pas le cas, il faudra s'en remettre à la grâce de Dieu. »

Un racisme sans fards s'ajouta alors à la chasse contre les rouges et les syndicalistes ; une alliance s'établit ainsi entre les intérêts industriels et agricoles pour construire un nouveau port à l'Ouest, en concurrence avec celui de San Francisco, où il y avait une forte présence syndicale. Alors que la vieille bourgeoisie anglo-saxonne, dirigée par la firme General Otis et le journal *Los Angeles Times*, luttait financièrement contre la nouvelle bourgeoisie juive pour dominer les secteurs d'expansion immobilière de la ville le long des boulevards Wildshire et Santa Monica, South-Central et l'Est où s'agglutinaient les minorités noires et hispaniques, se transformaient en terrains de chasse du LAPD.

L'idée centrale du chef Parker était qu'il y avait des délinquants (blancs) corrigibles grâce à une thérapie de choc, et de jeunes criminels (noirs et hispaniques), destinés, dans le meilleur des cas, à passer leur vie en prison. Quand apparurent les premiers signes de radicalisation nationaliste noire, à travers la Nation de l'Islam, le chef Parker n'hésita pas et attaqua la mosquée, en avril 1962, faisant un mort et six blessés. Ce fut le premier épisode de ce qui aboutirait à la rébellion de Watts.

Avec la reconstruction d'après-guerre,

le chômage noir atteignit 30 % en 1964, alors que les militants du mouvement pour les droits civiques étaient matraqués dans les rues par de jeunes Anglo-Saxons. Le 11 août 1965, le LAPD arrêta un conducteur noir et après l'avoir passé à tabac, le chef Parker décréta l'état de siège dans le quartier de Watts. Une explosion sociale se produisit alors, avec une résistance généralisée de la population noire qui, au prix de 33 victimes, expulsa pour la première fois le LAPD de ses quartiers. Au cours de cette lutte, se forgea une solide alliance entre plusieurs gangs et tribus urbaines, dont on se rappelle encore aujourd'hui. Les légendaires Slausons, Gladiators et Parking



Lot fournirent beaucoup des dirigeants des Black Panthers et toute une génération militante du Black Power, qui alimenta le "long été chaud" de la fin des années 60, passant par Detroit et Chicago en 1967, jusqu'à l'assassinat de Martin Luther King et à l'incendie de Washington en 1968.

De la politique au crack

Au début des années 70, la division du LAPD contre les désordres publics et l'opération *Cointelpro* du FBI liquidèrent physiquement les dirigeants des Black Panthers, utilisant pour la première fois, lors de l'assaut de leur local dans South Central, les commandos spéciaux de la police (SWAT), formés à partir de l'expérience de la guerre du Viêt-nam. L'affrontement du LAPD avec les minorités dans les rues de Los Angeles atteint alors son point culminant.

Dans le vide qui a suivi la défaite du mouvement noir, sont nés les Crips (dont le nom signifie, semble-t-il, "la révolution continue en progrès"), une confédération de gangs noirs, fondée par Raymond Washington, un admirateur des Black Panthers, trop jeune pour y avoir appartenu. Lors de la révolte de Monrovia, en 1972, et durant la lutte pour l'intégration scolaire de 1977-1978, les Crips agissent sur le terrain social, mais, peu à peu, l'apparition du crack et la lutte pour son contrôle les transformèrent en une mafia qui s'opposait aux Bloods, autre alliance défensive de gangs noirs des quartiers de la périphérie de South-Central.

La défaite de l'aile radicale du mouvement de libération noir eut lieu parallèlement à l'émergence d'une large alliance réformiste de dirigeants noirs du mouvement des droits civiques, de libéraux blancs issus de l'opposition à la guerre du Viêt-nam, et de la bourgeoisie juive de la ville, qui propulsa Tom Bradley à la municipalité. La récession des années 70 restructura l'économie californienne, l'intégrant dans la région du Pacifique, et liquidant une bonne partie de sa base industrielle au profit d'un immense secteur des services et de la recherche.

La dualité et la polarisation sociales devinrent plus complexes avec l'apparition d'une bourgeoisie de couleur et de salariés noirs dans les administrations publiques, alors que le chômage frappait 50 % des Noirs et Hispaniques, qui ne purent bénéficier du boom du crédit des années 80, parce que la spéculation immobilière n'arriva pas dans leurs quartiers, isolés de la ceinture blanche par des règlements ségrégationnistes et le harcèlement du LAPD.

Cette dégradation économique et sociale permanente, aggravée durant les années Reagan, se manifeste ces derniers jours dans les chiffres cités par la presse, qui redécouvre les ghettos noirs et les quartiers his-

paniques, dont 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La théorie de la "société des deux tiers" devient tangible quand on s'aperçoit qu'il y a trois fois plus de jeunes Noirs en prison qu'à l'université, et qu'un sur cinq mourra de façon violente avant ses 25 ans.

Comme des milliers de paysans latino-américains, de plus en plus misérables à cause de la chute des prix de leurs produits sur le marché mondial, les Crips et les Bloods de Los Angeles ont découvert que, dans la nouvelle internationalisation de l'économie, l'unique parcelle qui leur restait était le trafic de drogue. Entre 1985 et 1987, la masse monétaire de la branche locale de la réserve fédérale augmenta de 2 300 %, pour atteindre 3 milliards 800 millions de dollars, un chiffre pratiquement totalement attribué à la cocaïne.

Cette immense économie souterraine représente le dernier espoir de milliers de jeunes pour échapper à la pauvreté ; ils sont organisés au sein de 230 bandes noires et hispaniques et 81 bandes asiatiques.

Du Viêt-nam à Robocop

La réponse à ce processus de décomposition sociale et de criminalisation générale des minorités ethniques — que la croissance démographique transformera en majorité au début du XXI^e siècle — a été une nouvelle réforme du LAPD, dans les années 80, sous la direction du chef Gates, ancien chauffeur du légendaire chef Parker. Si la rébellion de Watts fut l'œuvre de Parker, la récente explosion doit beaucoup à l'effort infatigable de Gates.

Grâce à la nomination de Daryl Gates, en 1978, durant le mandat du maire démocrate noir Bradley, les citoyens de Los Angeles purent vivre le Viet-nam dans leurs propres rues. La spirale de la violence, qui avait commencé avec la justification de l'assassinat par douze balles d'une veuve noire de 39 ans, Eulia Love, en 1979, se poursuivit avec l'apologie de la mort de plusieurs jeunes noirs placés en garde-à-vue, au début des années 80, en arguant des spécificités raciales de leur anatomie ; ensuite, il y eut les charges policières, en 1986, lors du festival de Los Angeles Street Scene et de la fête de Halloween, en 1988 et, enfin, l'"opération Hammer".

Cette "opération" combinait des actions d'enquête et de destruction, et l'instauration de "hameaux stratégiques" : certains quartiers étaient systématiquement quadrillés par 400 policiers, qui arrêtaient et interrogeaient tout personne suspectée d'appartenir aux bandes de jeunes. La police faisait des perquisitions dans les maisons soupçonnées de d'abriter quelqu'un en train de "commettre un délit". Les quartiers étaient ensuite bou-

clés — seuls leurs habitants pouvaient y pénétrer, après avoir passé un contrôle policier. En deux ans, l'"opération Hammer" fit 50 000 arrestations — mais seulement 10 % des interpellés furent condamnés par les tribunaux.

La satanisation des jeunes et des Noirs

Cette spécialisation du LAPD dans la gestion technologique du macro-système de sécurité, avec le réseau de surveillance électronique le plus sophistiqué de la planète, le contrôle permanent effectué par 50 hélicoptères de combat — qui font à eux seuls plus d'heures de vol sur cette ville que l'armée britannique à Belfast —, s'accompagna de la mise sur pied de différents types de commandos d'élite — depuis 1988, ceux-ci sont autorisés à utiliser des balles explosives, interdites par la Convention de Genève — et font des opérations secrètes de provocation, etc.

Un grand marché de la sécurité privée s'est aussi développé avec plus de 75 000 vigiles, entraînés pour patrouiller de façon moins sophistiquée.

Cet effort a été possible grâce à un important appui politique des secteurs bien-pensants de la société. En 1989, le chef Gates organisa la prise d'une maison dans le ghetto par une équipe du SWAT pour que Nancy Reagan puisse y assister. Cette satanisation des jeunes et des minorités a été soutenue par la plupart des dirigeants réformistes des années 60, qui, impuissants devant la crise, l'économie du crack et les bandes, n'ont trouvé d'autre solution que la criminalisation. Le procureur démocrate Hahn est parmi les plus zélés — en 1987, il sortit des oubliettes une vieille loi anti-ouvrière datant de 1919, l'"acte contre le syndicalisme criminel", pour arracher la condamnation pour simple appartenance à une bande de jeunes.

La réaction de Gates après le passage à tabac de King n'est donc pas surprenante. Il a d'abord justifié la réaction policière, en prétextant que King avait résisté et qu'il avait essayé de s'enfuir dans sa voiture. Ensuite, face aux critiques de toute la communauté noire, qui ont obligé le maire Bradley à lui faire des remontrances, Gates a continué à soutenir la politique du LAPD jusqu'au procès et à l'acquiescement des quatre policiers.

Il a fallu quatre jours d'émeutes et plus de 60 morts pour que le chef Gates reçoive sa mise à pied, malgré des réticences.

Cette conflictualité sociale systématique a laissé des traces dans l'urbanisme de Los Angeles ; elles sautent aux yeux de tous les voyageurs et elles apparaissent dans l'idéologie transmise par toute une série de films,



policiers ou apocalyptiques, dont la meilleure expression est *Grand canyon*.

Quand le post-modernisme se fait ville

À la fin du XIX^e siècle, le rationalisme de Frederick Lam Olmsted, le baron Haussman des Etats-Unis, chercha, à travers la construction de parcs publics, de promenades, de grandes avenues et de musées, à créer un terrain interclassiste pour éviter la polarisation sociale. Dans le rêve de la nouvelle Californie de la Seconde Guerre mondiale, les plages, le cinéma, les parcs de loisir et les grandes avenues, où les jeunes se promenaient avec leurs belles voitures, avaient le même objectif social.

Depuis les années 70, la logique de l'urbanisme impose la ville-forteresse. La ségrégation règne entre les quartiers, dressant des murailles de règlements pour les voisins dans le but de maintenir le prix spéculatif des logements — la classe moyenne a ainsi de plus en plus augmenté ses hypothèques pour financer son niveau de vie. La vieille lutte entre Downtown et Beverly Hills, entre la bourgeoisie anglo-saxonne et juive, s'est résolue par une alliance, renforcée par l'achat massif d'immeubles par des entreprises japonaises, pour créer un glacis séparant South Central et l'Est — le meilleur exemple en est Bunker Hill.

L'architecte le plus à la mode s'appelle Franck Ghery. Dans le Centre Samuel Goldwyn qu'il a construit à Hollywood, des murs impressionnants côtoient des portes en fer et une panoplie complète de surveillance électronique : la collection de films qu'il abrite peut ainsi réjouir les visiteurs qu'on a pris soin de bien fouiller auparavant. Ce n'est pas un hasard si, juste avant, Ghery avait construit... l'ambassade des Etats-Unis à Damas.

La ville se referme sur elle-même, dans des centres industriels à air conditionné surveillés, où les clients sont catalogués selon leur pouvoir d'achat. Les passants n'existent qu'en tant que consommateurs.

On atteint le paroxysme avec les bancs publics — ils sont semi-circulaires pour

éviter que les vagabonds puissent s'y coucher. Comme l'explique la revue *Urban Land* : « Le centre ville doit être conçu pour que le visiteur se sente dans un lieu attrayant, fréquenté par des gens respectables comme lui. Les activités que l'on y proposera détermineront le type de gens qui se promèneront dans ses avenues ; il faut s'efforcer pour qu'il y ait des résidents à revenus moyens et hauts qui s'installent dans les zones voisines, pour qu'il y ait un pourcentage élevé de passants respectueux de la loi. »

L'infrastructure sociale et l'urbanisme de la ville — les services médicaux, mais aussi tout le réseau de petits magasins d'alimentation — ont disparu peu à peu. Après la rébellion de Watts, toutes les grandes chaînes de supermarchés se retirèrent du centre-sud. Ce vide fut occupé par de petits magasins tenus par des Sud-Coréens, isolés en plein milieu des ghettos noirs, pratiquant très souvent des prix très élevés. La frustration de la population s'est retournée contre eux — ce sont aussi des petits prêteurs — ; pendant les récentes émeutes, ils ont défendu leurs établissements à coups de revolver contre les jeunes. Outre les Sud-Coréens, le seul à être revenu au ghetto est le promoteur Alexander Haagen, qui, en utilisant des subventions municipales, a développé un nouveau concept de centre commercial, le King Center Watts, inspiré par les prisons panoptiques de Bentham : un édifice circulaire, fermé à l'extérieur, dont l'intérieur est surveillé constamment à partir d'une tour centrale.

L'explosion sociale provoquée par le cas King a surpris les Etats-Unis ; pourtant les chiffres macro-économiques et les indicateurs sociaux étaient connus (1). La campagne présidentielle a été dominée par le sentiment que le rêve américain était en train

de s'évanouir, et qu'il fallait chercher un sauveur. Mais une chose est de connaître ces chiffres, et une autre d'assister à une rébellion, jetant des milliers de jeunes noirs ou hispaniques dans les rues, qui n'a pu être arrêtée que par 16 000 policiers et soldats, comme s'il s'agissait de l'invasion du Panama.

Un nouveau "long été chaud" ?

La dualisation de la société et de l'économie et l'immigration ont créé une Amérique latine au cœur même des Etats-Unis qui s'exprime, faute d'autres moyens, par des *caracazos* [du nom de la capitale du Venezuela, Caracas, où eurent lieu de violentes émeutes de la faim, en 1990, ndlr].

D'un point de vue électoral, il est difficile de savoir quels effets auront ces événements en novembre 1992 — mais les gens ne s'inscrivant pas sur les listes électorales, on peut penser qu'on assistera surtout à une réaction des Blancs conservateurs, en quête de la sécurité républicaine de la loi et de l'ordre.

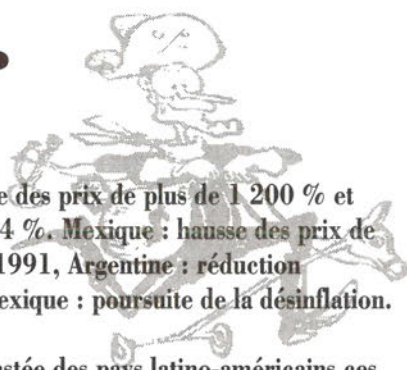
Mais, à ces élections, aucun des partis en lice ne peut proposer quelque chose qui ressemble aux programmes keynésiens de la nouvelle frontière Kennedy ou à la lutte contre la pauvreté de Carter. Bush et Clinton n'ont aucune crédibilité dans les ghettos et les quartiers, car les liens sociaux qui rendaient leurs promesses transmissibles se sont déchirés durant les années 80. Contrairement aux années 60, l'économie du crack a créé un vide culturel qui rend les explosions de violence plus aisées et qui complique, en même temps, toute expression politique articulée des revendications.

Les Black Panthers sont nées de la rébellion de Watts. On ne sait pas ce qui sortira de celle de Los Angeles, même s'il est évident qu'il sera de plus en plus difficile de gouverner les Etats-Unis comme avant. Le centre du "nouvel ordre mondial" se trouve dans un pays aux pieds d'argile. ★

Madrid, 5 mai 1992

1) Voir *Inprecor* n° 345 et 346 des 31 janvier et 14 février 1992.

Sur les chemins escarpés...



Année 1990, Argentine et Brésil : hausse des prix de plus de 1 200 % et baisse du produit intérieur brut (PIB) de 4 %. Mexique : hausse des prix de 30 % et hausse du PIB de près de 4 %. 1991, Argentine : réduction substantielle de l'inflation depuis avril. Mexique : poursuite de la désinflation. Brésil : importantes hausses des prix.

Ces exemples illustrent la situation contrastée des pays latino-américains ces dernières années. La plupart d'entre eux s'enlisent dans une crise caractérisée par le mélange peu réjouissant d'hyperinflation et d'hyper-récession. D'autres, moins nombreux, après le déchirement de leur tissu économique et social durant une décennie, semblent renouer avec une croissance non inflationniste.

Pierre SALAMA *



LES POLITIQUES d'ajustement orthodoxes dites de première génération, d'inspiration libérale, ont eu des effets pervers dont le coût social fut extrêmement élevé. Loin de retrouver les grands

équilibres recherchés, elles ont accentué les déséquilibres, tout en permettant cependant que de forts transferts de capitaux, au titre du service de la dette extérieure, puissent être effectués. La haute inflation, dans certains pays l'hyperinflation rampante, ont soit dégénéré en hyperinflations ouvertes, auxquelles ont succédé des hyperinflations rampantes à des niveaux supérieurs, soit ont connu une accélération, sans qu'on puisse pour autant parler d'hyperinflation ouverte. La spirale hyperinflation rampante-hyperinflation ouverte — véritable cercle vicieux — et le contexte de désindustrialisation pour certains, d'industrialisation ralentie et plus irrégulière pour d'autres, rendaient difficile le succès des politiques d'ajustement dites hétérodoxes (Plan Austral et Plan Cruzado), d'inspiration keynésiano-structuraliste, tant que la question fiscale et les traitements de la dette extérieure n'étaient pas résolus. L'inefficacité des politiques agissait dès lors comme cause d'une aggravation de la crise et de la perte de crédibilité des politiques économiques.

Les politiques d'ajustement dites de deuxième génération ont rencontré un certain succès dans divers cas. Également

d'inspiration libérale (retrait de l'Etat, ouverture des frontières), avec un coût social élevé, elles ont pu stopper l'hyperinflation dans quelques pays, sans que le retour à la croissance durable soit garanti (1).

Au total, l'analyse des hyperinflations latino-américaines, ainsi que celles d'Europe, montre le rôle clé du taux de change. S'il est stabilisé, rendu crédible, les anticipations autoréalisantes sur la hausse des prix cessent.

Les voies et les moyens de cette stabilisation sont complexes : la garantie extérieure — conduisant, entre autres, à une réduction substantielle du service de la dette et donc à un possible retour à un déficit commercial sans risque —, mais aussi un pacte social, rendant possible une stabilisation du rapport de forces, enfin, un rôle nouveau attribué à l'Etat. Dans un contexte de désindustrialisation pour certains, de systèmes productifs profondément affaiblis pour d'autres, en raison d'une accumulation trop

* Pierre Salama est économiste. Il nous a permis de publier cet article qui servira de postface à son prochain livre.

1) Nul doute cependant que la chute de l'inflation puisse constituer une source de légitimation pour les gouvernements qui l'ont mise en place, alors même que les processus hyperinflationnistes furent le produit des effets pervers des politiques libérales précédentes. Les exemples du Mexique et surtout de l'Argentine sont probants à cet égard.

Ajoutons, enfin, que les politiques dites de deuxième génération peuvent rencontrer une certaine légitimité en surfant sur leurs propres échecs. Ceux-ci sont en effet portés au crédit d'un Etat encore trop interventionniste, et parce que trop interventionniste inefficace et gaspilleur et non aux mesures libérales qui ont pu être appliquées. Cette argumentation constitue d'ailleurs le credo de la Banque mondiale (BM) et de ce qu'il est convenu de nommer le "Washington consensus". La responsabilité de la "décennie perdue" incomberait à l'intervention trop importante de l'Etat, les politiques d'ajustement orthodoxes ayant freiné la décadence provoquée par ces excès interventionnistes.

2) Rappelons que la réduction sensible des investissements, tout au long des années 80, s'est réalisée au moment où on

longtemps insuffisante, le retour à une croissance soutenue avec une faible inflation, apparaît comme étant très difficile et problématique (2), mais pas impossible. Au-delà d'une simple récupération technique de courte durée, la croissance peut être alimentée par l'enrichissement de certaines couches de la population acquis durant cette "décennie perdue". Nous serions alors en présence d'une croissance encore plus excluante que celle qui caractérisait l'avant-crise. La croissance peut être également et conjointement soutenue par le développement de certaines entreprises n'incorporant pas des technologies sophistiquées, orientées vers la satisfaction des marchés extérieurs, si ces dernières parviennent à accaparer ces marchés détenus auparavant par d'autres entreprises, résidant dans d'autres pays.

Les effets pervers de la dévaluation

Le taux de change est la variable clé, mais la politique de taux de change ne peut, à elle seule, conduire à une réduction du taux d'inflation. On sait qu'en général la surévaluation du change, si elle constitue un frein à l'essor des exportations, a des effets désinflationnistes (3). Cette politique a été menée ces dernières années par la plupart des gouvernements (4). Elle a fait suite à la politique de maxi-dévaluation du début des années 80 dont nous avons vu les effets pervers sur la dette interne. Pour autant, cette politique n'a pas suscité d'effets désinflationnistes en Argentine (au moins jusqu'en avril 1991) et au Brésil, bien au contraire, alors qu'elle s'est accompagnée d'une désinflation importante au Mexique et en Argentine plus récemment. Cette situation contradictoire montre évidemment les limites d'une politique de change lorsqu'elle n'est pas garantie, économiquement et/ou politiquement par les grandes puissances.

Dans le cas du Brésil, par exemple, le contrôle des changes se traduit par un taux de change parallèle qui s'écarte, parfois

assistait à une véritable mutation technologique dans les pays industrialisés, et s'est traduite par une perte relative de compétitivité. Celle-ci fut parfois artificiellement maintenue par une politique de sous-évaluation du taux de change, le plus souvent par de bas salaires et surtout de fortes subventions aux exportations. Il n'en demeure pas moins que l'insuffisance des investissements, des dépenses en recherche et développement, la dégradation des infrastructures, pèse structurellement de manière négative sur la compétitivité et rend plus difficile une sortie de crise par une ouverture plus grande de l'économie.

3) Par le biais certes, des importations devenues moins chères, mais cet effet est relativement peu important car ces économies sont relativement fermées. Elles sont cependant très sensibles à l'extérieur et, en ce sens, on peut dire qu'elles sont "ouvertes", à cause précisément des effets des variations du taux de change sur des prix largement indexés sur lui.

4) A l'inverse, c'est une politique de maxi-dévaluation qui, en Bolivie, cassa l'hyperinflation ouverte. Il est vrai qu'elle fut accompagnée d'une augmentation très substantielle des prix de toute une série de produits, anciennement administrés, et de grandes facilités au niveau du traitement de la dette extérieure garantissant le nouveau taux de change.

considérablement, du taux de change officiel. Le taux de change parallèle sert d'indexateur de fait, et le différentiel croissant avec le taux de change officiel rend les anticipations à la hausse des prix davantage autoréalisantes. Ce double mouvement de hausse et de précipitation à la hausse n'est pas sans effets sur le taux de change officiel. Le taux de change nominal officiel suit alors le taux de change nominal parallèle, mais bien que le mouvement de ce dernier pèse sur le taux de change officiel, celui-ci peut s'apprécier dans un contexte inflationniste qu'il provoque en parité.

Le maintien, difficile, d'une surévaluation du taux de change réel, d'une part, pèse sur la compétitivité des exportations, d'autre part, il s'accompagne d'une accélération de la hausse des prix dans certains pays. La politique de surévaluation produit donc, dans ce cas, des effets pervers.

Le coût de la désinflation

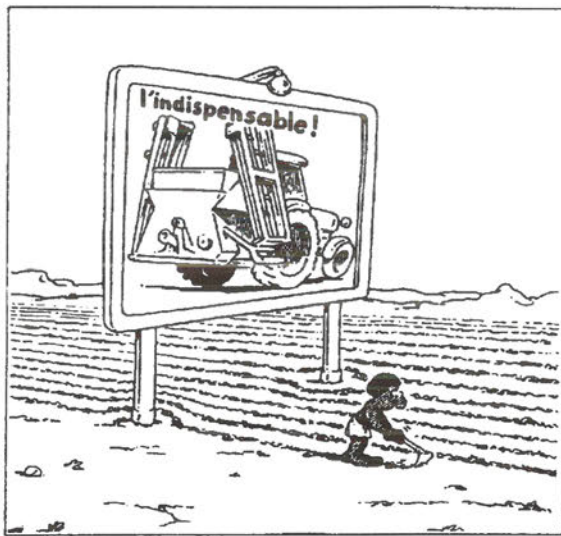
A l'inverse, une politique de surévaluation de la monnaie, accompagnée d'une libéralisation des changes, peut produire des effets désinflationnistes, comme les cas du Mexique et de l'Argentine l'ont montré, à la condition toutefois que d'autres mesures d'accompagnement soient prises.

Plus précisément, la crédibilité de la nouvelle politique de change au Mexique va produire des effets désinflationnistes. Accompagnée d'un pacte de solidarité économique, prévoyant des clauses d'évolution plus faibles des prix administrés des services publics que celle du niveau général des prix, des mesures vis-à-vis des bas salaires fortement déprimés depuis la fin des années 70, et plus particulièrement depuis les politiques de stabilisation, et des mesures de libéralisation du commerce extérieur, l'appréciation du taux de change réel va susciter une baisse du déficit budgétaire et mettre en œuvre une séquence inverse de celle que proposent les monétaristes : la baisse des prix précédant celle du déficit. L'ouverture des frontières, sans mesures d'accompagnement de la part de l'Etat, va conduire à une réduction de l'excédent commercial et, très vite (1991), à un déficit commercial très important (7 milliards de dollars en tenant compte des *maquiladoras* — zones franches, ndlr).

Deux observations doivent être faites. La première concerne les transformations de l'appareil industriel, suite à cette ouverture. Les exportations ont relativement peu crû dans l'ensemble (un peu plus de 2 %, c'est-à-dire moins que le PIB en 1991), les importations ont explosé (plus de 23 %).

J.C. Casar (5) découpe l'appareil industriel en quatre sous-ensembles. La productivité participe de l'amélioration de la compétitivité dans le premier sous-ensemble. Les trois autres restent profondément marqués par le niveau peu élevé des salaires. Le deuxième sous-ensemble est compétitif grâce aux bas salaires. Les deux derniers sous-ensembles ne sont déjà plus compétitifs en raison de la politique d'appréciation du change menée et de la réduction des droits de douane. Au total, la croissance des exportations l'emporte sur celle des importations dans les deux premiers sous-groupes et plus particulièrement dans le premier, alors que les deux derniers connaissent un effondrement de leurs exportations et un gonflement sans précédent de leurs importations. Les trois derniers sous-ensembles sont déficitaires.

On peut donc considérer que l'ouverture s'accompagne d'une transformation d'une partie de l'appareil industriel, notamment celle pour laquelle la compétitivité est fondée sur les bas salaires, et provoque, enfin,



un processus d'éradication des entreprises qui, malgré de bas salaires, ne sont pas, ou plus, compétitives. Ces industries qui bénéficiaient d'une rente de situation, à l'abri des barrières douanières, sont ainsi éliminées par l'ouverture et la politique de change menée, car il n'y a pas de politiques industrielles visant à les adapter aux nouvelles conditions. Cette transformation-éradication se fait en quelque sorte à la "hussarde" et le Mexique est en train de découvrir la voie "prussienne de la réforme industrielle", sans que pour autant l'efficacité de cette voie soit garantie.

Cette transformation de l'appareil industriel, entamée avant même les mesures de libéralisation, est cependant certaine, bien que fragile. L'augmentation du taux de formation brute de capital fixe qui, même s'il n'atteint pas le niveau des années 70, est de nature cependant à l'accentuer.

La deuxième observation concerne les mouvements de capitaux. La politique monétaire suivie a provoqué des entrées importantes de capitaux dits spéculatifs. Cette politique monétaire a consisté à créer un différentiel dans les taux d'intérêt entre ceux pratiqués aux Etats-Unis (au demeurant assez bas) et les taux mexicains, plus élevés, tel qu'il devenait intéressant, compte tenu des anticipations sur le maintien de la politique de change, de rapatrier des capitaux. Le mouvement a été massif et, grâce à l'entrée de capitaux au titre des investissements étrangers directs (correspondant approximativement à un quart des mouvements de capitaux totaux), à une réduction du service de la dette consécutive à la baisse des taux d'intérêt internationaux et aux accords de réduction passés, et, enfin, aux possibilités nouvelles d'emprunter sur les marchés internationaux, le service de la dette a pu être mené à bien malgré le gouffre provoqué par l'excès des importations sur les exportations.

Spéculation et investissements

Deux aspects sont à considérer au sujet de ces entrées de capitaux. Le premier concerne les investissements directs. La reprise de la croissance, le retour à une hausse modeste des prix et les perspectives offertes par la signature prochaine de l'Accord de libre échange avec les Etats-Unis et le Canada, incitent à un développement des investissements étrangers. Ceux-ci comprennent également des investissements, qui, porteurs de nouvelles technologies couplées à des processus de travail plus sophistiqués que par le passé, participent à la transformation de l'appareil industriel et financier du pays.

Le second aspect concerne le caractère volatile des capitaux spéculatifs. L'entrée de ces capitaux est fonction des anticipations faites sur les taux d'intérêt et le taux de change. Les taux d'intérêt américains peuvent augmenter, rendant plus difficile le maintien d'un différentiel de taux d'intérêt positif en faveur du Mexique, à moins que les taux d'intérêt mexicains suivent, compromettant quelque peu le financement des investissements et, de ce fait, la décision d'investir. Plus important, le développement du déficit commercial peut rendre plus difficilement crédible la poursuite de la politique d'appréciation de la monnaie. Toute spéculation sur le taux de change compromet, en effet, l'entrée de ce type de capitaux et initie

5) J.C. Casar, "La competitividad de la industria manufacturera mexicana, 1989-1990", mimeo ILET 1991.

un cercle qui de vertueux deviendrait vicieux.

Une course de vitesse existe dès lors entre, d'une part, la consolidation de l'appareil industriel et, de l'autre, les effets négatifs du déficit commercial croissant sur le taux de change, et donc à terme sur l'inflation et le déficit budgétaire.

La reprise de la croissance, la baisse du taux d'inflation, la réduction des inégalités, la diminution de l'exclusion sociale constituent quatre objectifs dont la complémentarité peut être recherchée. L'option prise, visant à résoudre les deux premiers en espérant que les autres suivraient, apparaît dès lors comme éminemment périlleuse et fragile car elle fait dépendre l'ensemble de la possibilité du maintien d'un couple change-intérêt adéquat. C'est un pari avec un coût social extrêmement élevé, compte tenu de l'état de délabrement des revenus de la grande majorité de la population.

L'option inverse, consistant à jouer sur la réduction des inégalités et de l'exclusion sociale aurait pu être prise, tant il est vrai que l'inflation ne vient pas d'un excès des salaires, que l'ouverture extérieure n'est pas antinomique d'un développement du marché intérieur et qu'enfin une politique se référant davantage à la compétitivité que par le passé n'est pas exclusive d'une intervention de l'Etat conséquente, ainsi que le montrent les pays d'Asie du Sud-Est ou le Japon (6).

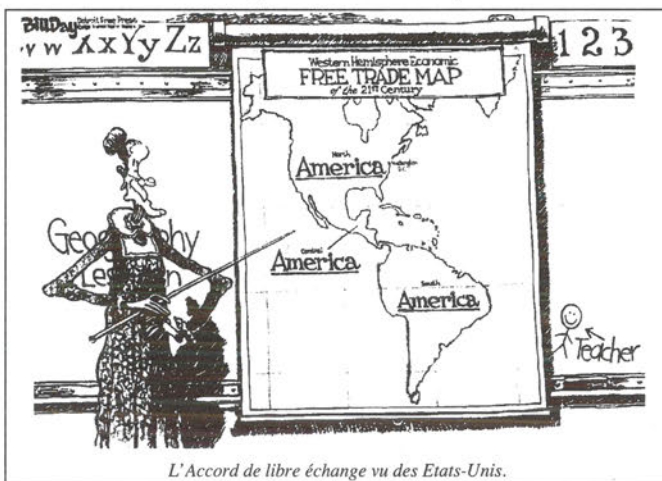
Les remèdes du docteur Menem

Le cas Argentin est intéressant. Le chemin emprunté pour sortir de l'hyperinflation et de la situation chaotique est original. En fixant le taux de change nominal, en libéralisant le contrôle des changes, l'Argentine assure à ses résidents la convertibilité de sa monnaie et son osmose avec le dollar. Convertibilité et osmose se traduisent dès lors par une dollarisation active de l'économie.

Certes, cette dollarisation provoquée et non plus subie, accompagnée d'une libéralisation du commerce extérieur, d'un retrait de l'Etat du secteur productif (privatisation) possède des points communs avec la voie mexicaine. Appréciation de la monnaie (c'est-à-dire inflation en dollars) et tendance au déficit commercial semblent être le prix payé tant en Argentine qu'au Mexique. Mais la situation de l'Argentine diffère cependant de celle du Mexique. D'abord parce que l'Argentine a connu une véritable hyperinflation et que celle-ci n'a pas été sans effets sur l'obsolescence croissante de l'appareil industriel du pays ainsi qu'on a pu le mon-

trer, ensuite parce que les Etats-Unis n'ont pas une longue frontière avec ce pays. A la différence d'autres pays, excepté probablement le Pérou, la dollarisation avait été très importante et un stock considérable de dollars est détenu par des résidents argentins, que se soient des entreprises ou des individus (7).

La politique d'appréciation de la monnaie nationale, par fixation du taux de change nominal, ainsi que par des mesures importantes de libéralisation et probablement d'un repli du mouvement syndical,



L'Accord de libre échange vu des Etats-Unis.

accentué par sa division, ont pu conduire à une réduction substantielle du taux d'inflation et à une reprise légère du taux de croissance du PIB, à partir d'un niveau très déprimé.

Le taux d'inflation a baissé très fortement et très rapidement, atteignant moins de 1 % mensuel, s'élevant cependant à nouveau, huit mois après la mise en place du plan, à 3 % mensuels. A la veille de la mise en place du plan, les capacités de production oisives atteignaient plus de 60 % des capacités installées dans l'industrie, l'investissement était extrêmement déprimé. A partir d'avril-mai 1991, les capacités de production oisives diminuent, passant à 30 %, l'investissement continue à régresser, mais plus faiblement, augmente fortement pendant deux à trois mois, régresse à nouveau, de telle sorte que la croissance du PIB est à nouveau positive en 1991. Ajoutons que le taux de salaire horaire réel se maintient, ce qui contraste avec la période antérieure, et le taux de chômage semble diminuer fin 1991.

6) Le débat n'est plus entre développement orienté vers l'intérieur versus développement orienté vers l'extérieur. Le développement repose à la fois sur un élargissement du marché intérieur, grâce à une réduction des inégalités décidée et mise en œuvre par une politique fiscale et une politique sociale conséquentes, d'une part, et, de l'autre, par une compétitivité améliorée. Dans le cadre des mutations technologiques et financières que connaît le monde dit développé ces dernières années, qualifiées souvent par le terme de "globalisation", cette amélioration de la compétitivité est le produit complexe de forces du marché et d'interventions de l'Etat. La libéralisation conçue comme un retrait de l'Etat de l'économie, et donc l'absence de politique industrielle, telle qu'elle semble se pratiquer aujourd'hui au Mexique ou en Argentine, s'oppose à la politique d'intégration active dans la divi-

Les données statistiques sont très pauvres, pas toujours très fiables — les statisticiens préférant privilégier la diffusion de données sur les masses monétaires plutôt que sur la production, la productivité, les salaires, etc. Mais de l'ensemble des statistiques disponibles, une statistique ressort et acquiert une signification précise : l'évolution du solde de la balance commerciale. L'excédent commercial diminue très fortement, devient négatif en octobre 1991, et nul en novembre. La poursuite de la politique de

change menée par le gouvernement devient alors plus difficile à moins que les capitaux spéculatifs soient attirés par la Bourse de Buenos Aires — assurés de savoir qu'ils peuvent repartir une fois fortune faite — et combler ainsi la brèche provoquée par l'évolution du commerce extérieur. Le matelas de dollars détenu par le public, résulte de la dollarisation passive ; les réserves gouvernementales sont, en effet, insuffisantes pour contrecarrer durablement les tensions sur le marché des changes. Le pari sur la *hot money* s'avère dès lors éminemment risqué.

Il est encore trop tôt pour savoir si la voie argentine de dollarisation de l'économie peut réussir. Elle met en lumière le rôle du taux de change et sa crédibilité dans les politiques anti-inflationnistes. La sortie durable de l'inflation ne pourra cependant être assurée que si l'accumulation reprend, ce qui est loin d'être assuré.

Sortir de la haute inflation ou de l'hyperinflation rampante est presque aussi difficile que tenter la quadrature du cercle, mais, contrairement à ce qui se passe en mathématiques, elle peut être réalisée en économie, en suivant des chemins camouflés, très étroits, escarpés. Dès lors que le taux de change parvient à être stabilisé de manière durable — ce qui est pour le moins problématique —, le ralentissement de la hausse des prix enclenche un processus cumulatif. La réduction du taux d'inflation réduit en effet les taux d'intérêt réels, le service de la dette interne est considérablement réduit, ainsi qu'on a pu également l'observer

sion internationale du travail telle qu'elle est pratiquée par les nouveaux pays industrialisés (NPI), par exemple. Le développement peut être tiré de l'intérieur et de l'extérieur, à la condition qu'il y ait une intervention de l'Etat conséquente, à la hauteur des enjeux. Le choix du marché intérieur exclusivement peut être lourd de dangers (obsolescence, diffusion ralentie des nouveaux produits). Le choix du marché extérieur exclusivement, sans intervention conséquente de l'Etat, l'est également.

7) En partie parce que le gouvernement argentin avait freiné le rachat de devises tirées de l'exportation — afin d'éviter que la masse monétaire n'augmente pas trop fortement — de telle sorte qu'il remboursait moins qu'il aurait pu aux créanciers étrangers. Les exportateurs conservaient ainsi une partie en devises du produit de leurs exportations.

au Mexique, tandis que les recettes fiscales augmentent grâce à l'effet Olivera-Tanzi inversé. S'il n'y a pas une augmentation sensible des dépenses publiques, le déficit budgétaire (8) diminue et l'appel à l'épargne privée également, laissant ainsi davantage de possibilité de fonctionnement pour le marché des capitaux. L'emprunt est alors plus facile pour les entreprises, si toutefois elles décident d'augmenter leurs investissements. Mais réaliser cette quadrature du cercle de manière durable — le temps que la culture inflationniste soit profondément affectée — implique que certaines conditions soient respectées.

Au Mexique, les perspectives du Traité de libre échange avec les Etats-Unis et le Canada constituent un fait nouveau. Les investissements étrangers affluent. La poursuite du "compromis" salarial et ce nouveau contexte jouent contre la fuite des capitaux alors même que le déficit commercial se creuse. En Argentine, après l'échec, de juillet 1989 à mars 1991, de sept plans de stabilisation, la dollarisation, c'est-à-dire concrètement le maintien du taux de change nominal à un niveau stable, dans le cadre d'une politique de libéralisation et de désengagement de l'Etat du secteur productif et infrastructurel, a provoqué une première cassure des anticipations inflationnistes, à partir d'avril 1991.

Mais la sortie n'est pas uniquement monétaire et/ou financière. L'arrêt durable des processus hyperinflationnistes réside dans le comportement des investissements productifs, et dans le choix du régime d'accumulation. La non prise en charge directe des inégalités et de l'exclusion, reportée sur les prétendues capacités de la croissance à résoudre en partie ce problème, constitue un pari extrêmement risqué et une sortie socialement coûteuse de la crise. D'autres chemins existent. La crise n'indique pas un seul chemin de sortie, si ce n'est dans l'esprit de plus en plus dogmatique des économistes libéraux.

Renouer durablement avec la croissance pose aujourd'hui, davantage qu'hier, le problème de l'équité. C'est-à-dire d'un rôle nouveau dévolu à l'Etat, tant dans ses fonctions redistributives (fiscalité plus juste), que productives (passage d'une intervention directe massive à une intervention indirecte plus substantielle et pertinente), différent de ce qu'il a été en Bolivie, au Mexique et en Argentine. C'est à cette condition que le cercle vicieux de l'hyperinflation—hyper-récession pourrait durablement céder la place au cercle vertueux de la faible inflation et de la croissance durable et plus équitable. ★

Mars 1992

8) La réduction du déficit suit la désinflation et non l'inverse

L'imbroglie de la crise

L'Etat canadien traverse une des crises les plus graves de son histoire. Sa survie même en tant qu'Etat unifié est aujourd'hui en jeu, sous le coup d'une forte poussée du mouvement indépendantiste au Québec. De plus, on assiste à une nouvelle montée des revendications des peuples autochtones, qui forment environ 5 % de la population et qui occupent la majorité du territoire (voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990).

François MOREAU



L'HISTOIRE du Canada est d'abord et surtout celle d'une conquête. Les colonies de peuplement établies par la France au XVII^e siècle ont ensuite été conquises par l'Angleterre, au siècle suivant ; le peuplement britannique a fait du Canada un pays majoritairement anglophone, reléguant les francophones à la condition de nation dominée — ceux-ci constituent toujours le quart de la population totale du pays et 82 % de celle du Québec, la deuxième province canadienne en importance, avec 7 millions d'habitants. Quant aux autochtones, ils ont été réduits au statut légal de mineurs, parqués dans des réserves et placés sous la tutelle du gouvernement fédéral et de son ministre des Affaires "indiennes".

La Constitution de 1867 avait reconnu un certain degré d'autonomie aux provinces, notamment en matière d'éducation, de culture et d'affaires sociales. Cela correspondait, à l'époque, à un compromis avec les bourgeoisies régionales des provinces de l'Atlantique et avec les nationalistes canadiens-français. Cependant, la grande bourgeoisie canadienne a toujours été partisane d'une centralisation plus forte, et le gouvernement fédéral d'Ottawa a fait des pieds et des mains pour s'ingérer dans les juridictions des provinces grâce à ses moyens financiers.

C'est au Québec que les efforts des autorités fédérales rencontrent la résistance la plus acharnée, car la majorité francophone considère le gouvernement provincial comme "son gouvernement" national et cherche, au contraire, à accroître ses pou-

voirs. Les anglophones, eux, ont tendance, au contraire, à voir Ottawa comme leur vrai gouvernement.

Ce conflit permanent, inscrit dans la structure même de l'Etat canadien, menace maintenant d'exploser. En effet, le mouvement indépendantiste, apparu au Québec au début des années 60, jouit aujourd'hui d'un appui sans précédent, et serait même majoritaire, selon certains sondages. Mais l'opinion bourgeoise canadienne n'est pas plus disposée qu'autrefois à concéder plus d'autonomie au Québec afin de désamorcer la crise. Au contraire, elle réclame avec insistance une plus grande centralisation. Ceci laisse bien peu de marge de manœuvre aux efforts des gouvernements fédéralistes de Québec et d'Ottawa pour parvenir à un nouvel arrangement constitutionnel, capable de donner au moins l'illusion d'une plus grande autonomie pour le Québec.

Qui soutient quoi ?

Si les choses ne changent pas, il est fort probable que le Parti québécois (PQ — principal parti nationaliste bourgeois du Québec, ndlr) remporte les prochaines élections avec une plate-forme revendiquant la souveraineté, qu'il définit comme la récupération du pouvoir exclusif de taxation et de législation au Québec — une étape supplémentaire serait ainsi franchie dans la crise du Canada.

La gauche canadienne-anglaise a tendance à voir dans la bourgeoisie québécoise la force dirigeante du mouvement indépendantiste au Québec, justifiant ainsi son opposition à l'indépendance avec des arguments qui se veulent progressistes. Le Parti libéral du Canada [principal parti gouvernemental de la bourgeoisie canadienne pendant la majeure partie du XX^e siècle, ndlr] utilise les mêmes arguments ; il feint de s'inquiéter du sort de la classe ouvrière québécoise en cas d'indépendance — « *Seuls 2 000 bour-*

geois vont profiter de cette indépendance », a déclaré son chef, Jean Chrétien.

Cependant, c'est au sein de la bourgeoisie québécoise, y compris francophone, qu'on trouve l'opposition la plus forte à la souveraineté, à côté, bien sûr, de la minorité anglophone, trop longtemps habituée à avoir une position dominante au Québec. Une enquête réalisée par le Conseil du patronat du Québec auprès de ses adhérents a révélé que 65 % de ceux-ci sont hostiles à l'indépendance — on trouve des proportions inverses dans la population en général. Mais la nouveauté aujourd'hui, c'est qu'une minorité de la bourgeoisie se déclare actuellement favorable à la souveraineté, ou qu'elle est, du moins, prête à l'accepter — elle avait fait preuve d'une opposition hystérique quasi unanime lors du référendum de 1980.

En revanche, c'est dans les rangs de la classe ouvrière organisée que le soutien à l'indépendance est le plus fort, atteignant plus de 80 %, selon les sondages internes commandés par les directions syndicales.

Les trois principales centrales syndicales du Québec (1) ont pris position en faveur de l'indépendance par des majorités écrasantes lors de leurs congrès ; elles ont fourni l'encadrement des grandes manifestations nationales, comme la marche de 300 000 personnes, le 25 juin 1991, sur le thème : « Québec, notre seul pays ». La jeunesse scolarisée est une autre composante importante de la société québécoise, largement favorable à l'indépendance.

Enfin, la Fédération des femmes du Québec, principal regroupement féministe,

s'est également prononcée pour la souveraineté.

La classe ouvrière québécoise n'a pas encore acquis son indépendance politique. Les principaux courants du mouvement ouvrier international, la social-démocratie et le stalinisme, se sont complètement marginalisés au sein du mouvement ouvrier québécois par leur réticence, voire leur hostilité ouverte, aux revendications nationales, inspirées en cela par leur direction canadienne-anglaise.

L'emprise des partis nationalistes

Les tentatives de créer un parti travailliste québécois ont toujours échoué à cause de la préférence des bureaucraties syndicales pour le parti bourgeois le plus nationaliste — celui-ci promettait, en échange, des réformes sociales. L'appui de la bourgeoisie se porte très massivement sur le parti le moins nationaliste, le Parti libéral du Québec, au pouvoir, obligeant l'autre grande formation à chercher des soutiens du côté de la classe ouvrière.

C'est ainsi que le Parti québécois, formation bourgeoise officiellement "souverainiste", d'allure moderniste et technocratique, affichait même quelques prétentions social-démocrates dans les années 70. Parvenu au pouvoir en 1976, il a, en effet, payé sa dette à la bureaucratie syndicale en effectuant certaines réformes timides en matière de relations au travail, malgré l'opposition acharnée du patronat. Mais le PQ s'est ensuite retourné contre les syndicats du secteur public pour leur imposer des restrictions salariales draconiennes pendant la récession de 1982 ; il perdait le pouvoir aux élections de 1985.

Pourtant, malgré un manque d'enthousiasme flagrant pour le PQ et encore plus pour son chef élu en 1988, Jacques Parizeau, la majorité de la classe ouvrière a de nouveau l'intention de voter pour ce parti, qui apparaît comme le seul moyen de mettre en déroute les libéraux détestés de Robert Bourassa, et dans l'espoir d'arracher au moins la souveraineté du Québec.

Depuis deux ans, tous les sondages donnent le PQ gagnant aux prochaines élections, qui devraient avoir lieu en 1994 au plus tard. Dans cette situation, la lutte pour mettre sur pied une alternative politique ouvrière n'a qu'une marge très étroite.

Pendant ce temps, le reste du Canada, lui, se débat dans une crise politique sans précédent. Le Parti conservateur, au pouvoir à Ottawa, se retrouve relégué en quatrième position dans les sondages d'opinion, après les libéraux, le Nouveau parti démocratique (NPD, social-démocrate) (2) et un parti régionaliste de droite de l'Ouest, le Reform Party.

Les conservateurs sont rejetés par la gauche, à cause de leurs politiques fiscales et des pertes d'emplois massives occasionnées par l'accord de libre commerce avec les États-Unis. C'est ainsi que trois provinces ont élu des gouvernements NPD depuis 1990, l'Ontario, le Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Mais les conservateurs sont aussi critiqués à droite par ceux qui les jugent trop conciliants avec le Québec et pas assez conservateurs, surtout le Reform Party.

On assiste même à la montée de courants encore plus droitières, voire ouvertement antifrancophones, comme la Confédération of Regions, dont le quart des députés ont été élus lors des dernières élections provinciales au Nouveau-Brunswick.

Tout cela complique la tâche des gouvernements de Québec et d'Ottawa qui cherchent un nouvel arrangement constitutionnel capable de couper l'herbe sous le pied au camp indépendantiste, car les concessions minimales qui permettraient de reconquérir une majorité au Québec sont massivement rejetées dans le reste du Canada.

Les revendications des Amérindiens

Tout cela a également ouvert la porte à l'irruption sur la scène politique des peuples autochtones, qui revendiquent la reconnaissance de leur droit à l'autogouvernement comme un droit "inhérent", c'est-à-dire antérieur à l'arrivée des Blancs.

Ils formulent des revendications sur la majorité du territoire canadien et québécois, sans aller jusqu'à parler de sécession. Tout en étant gênées par ces revendications, qu'elles n'ont aucune intention de satisfaire, les forces fédéralistes font de leur mieux

1) La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) avaient adopté, en juin 1990, des résolutions claires de soutien à la perspective d'indépendance — après avoir refusé de prendre position lors du référendum de 1980. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), affiliée au Congrès du travail du Canada (CTC), soutient traditionnellement le PQ et a des positions social-démocrates.

2) Le 6 septembre 1990, le NPD avait remporté une victoire surprenante lors des élections provinciales de l'Ontario — la plus riche des provinces canadiennes — renversant les libéraux.



pour les retourner contre le projet d'indépendance du Québec en mettant en avant tout ce qui peut opposer les revendications québécoises à celles des autochtones (3). En cela, les fédéralistes sont aidés par l'attitude bornée, rigide et autoritaire, affichée par la direction du PQ face aux revendications autochtones concernant le territoire québécois — en plus, le gouvernement Bourassa fait des efforts acharnés pour construire un méga-projet hydroélectrique sur un territoire revendiqué par les Cris malgré leur opposition ; ce projet n'a cependant rien à voir avec la revendication de souveraineté du Québec.

Une partie de la direction indigène est visiblement tentée de jouer la carte fédérale en échange de concessions possibles, en fournissant à Ottawa le prétexte moral rêvé pour refuser une éventuelle déclaration de souveraineté de la part du Québec. Rendant la monnaie de leur pièce aux dirigeants du PQ, Ovide Mercredi, le président de l'Assemblée des premières nations, le principal groupe indigène du Canada, a nié à son tour que le Québec soit une nation ayant le droit à l'autodétermination, à la plus grande joie des chauvins anglophones qui n'oseraient pas dire ouvertement une chose pareille — le Canada tient beaucoup à son image démocratique.

L'épreuve de force

Les groupes autochtones du Québec et d'autres provinces se sont cependant désolidarisés de ces déclarations et ont reconnu au Québec son droit à l'autodétermination, tout en réaffirmant le leur. Mais les ponts sont bien fragiles entre les indigènes et le mouvement national québécois, et ce n'est pas au PQ qu'il faut demander de les construire, lui qui cherche simplement à prendre la succession du gouvernement fédéral en matière de domination sur les autochtones.

Les centrales syndicales québécoises ont fait quelques timides démarches en faveur des indigènes et ont affirmé des positions de principe en faveur de l'autodétermination des premières nations, mais elles hésitent à s'engager dans une voie qui les mettrait en contradiction avec le PQ et qui les obligerait à faire face aux attitudes racistes anti-indigènes de leurs membres et de la population en général.

La bourgeoisie canadienne espère encore que l'opinion "souverainiste" va flancher au moment critique, face à la campagne d'intimidation économique et politique en préparation et que certaines concessions symboliques suffiront pour récupérer l'indépendantisme "mou" dans le camp fédéraliste. Mais cette tactique peut fort bien échouer, à cause, entre autres, de la crise politique du Canada anglais. Celle-ci rend

très difficile la formulation d'une "offre" fédérale quelconque au Québec et provoque la multiplication des expressions de chauvinisme antifrancophone ; la bourgeoisie canadienne pourrait alors se replier sur l'usage de la force pour garder le Québec.

La préparation technique d'une telle éventualité est déjà en cours. Le budget de la police secrète a été sensiblement augmenté, celui de l'armée est maintenu — en pleine détente internationale —, les unités canadiennes stationnées en Allemagne sont rapatriées. Quant à la préparation du terrain politique, quoi de mieux que la prétention de défendre les autochtones pour justifier l'usage de la force contre le Québec — et quoi de plus hypocrite ! On assiste également à une recrudescence de la production littéraire anti-Québec, qui dépeint les francophones comme une tribu raciste et xénophobe, antisémite et réactionnaire, s'opposant aux libertés individuelles et aux droits des minorités, etc. Grâce à ce tableau, le Canada aura non seulement le droit, mais aussi le devoir, d'arrêter un mouvement national que certains vont jusqu'à comparer au nazisme !

L'évolution des choses dépendra pour beaucoup de l'attitude du mouvement ouvrier du Canada anglais. Après l'avoir refusé pendant 25 ans, le NPD a officiellement reconnu le droit à l'autodétermination du Québec, en 1987, tout en s'inscrivant fermement parmi les défenseurs de l'unité canadienne. Il en est de même pour le Congrès du travail du Canada, principale centrale syndicale, dont la composante québécoise est la Fédération des travailleurs du Québec, qui se veut, elle, indépendantiste !

Mais la gauche canadienne-anglaise est mal préparée pour faire face à la campagne politique en cours visant à justifier l'usage de la force au nom de la défense des libertés ou des droits des indigènes, supposément menacés par le nationalisme québécois. Pire encore, de telles vues ont largement cours dans la gauche elle-même. Il y a fort à craindre qu'au moment critique, elle sera désorientée et paralysée par la stratégie fédérale.

Cependant, la principale faiblesse politique de la gauche et du mouvement ouvrier canadien-anglais réside dans le fait qu'ils identifient le progrès social et les droits individuels avec l'Etat fédéral central. Loin de le voir comme ce qu'il est, le principal instrument de domination de la grande bourgeoisie impérialiste canadienne, ils idéalisent cet Etat pour en faire le défenseur des faibles, des minorités et des opprimés contre les multinationales américaines et contre les gouvernements provinciaux réactionnaires, y compris, voire surtout, celui du Québec. Cet amalgame est provoqué par le fait que le gouvernement fédéral a été le principal agent des politiques keynésiennes d'Etat-

providence appliquées au Canada à partir des années 40. Mais il est aujourd'hui le principal agent de leur démantèlement, dans l'intérêt de la grande bourgeoisie canadienne.

La mainmise du Parti québécois

Pour cette dernière, l'enjeu est de taille. L'indépendance du Québec constituerait une catastrophe qui réduirait sa stature internationale, amputerait son marché intérieur et remettrait en cause tout l'équilibre actuel des institutions canadiennes. On peut donc s'attendre à ce qu'elle mette tout en œuvre pour l'empêcher.

On ne trouve cependant pas le même degré de détermination de l'autre côté. La bourgeoisie québécoise souhaite, dans sa grande majorité, parvenir à un nouvel arrangement qui renforce l'autonomie provinciale du Québec, tout en évitant une rupture dangereuse. Ce recul face à l'éventualité d'une rupture influence évidemment les sommets du PQ pour les entraîner dans une dérive étapistes et gradualistes dont l'autonomie provinciale serait le résultat final. Les courants nationalistes petits-bourgeois qui animent les sociétés nationales peuvent bien vouloir l'indépendance totale du Québec, mais ils ne représentent pas une force sociale capable de l'arracher.

La classe ouvrière québécoise est la seule force importante qui cherche la rupture avec l'Etat canadien et qui aurait la capacité de l'imposer, à condition de se libérer politiquement du PQ. ★

Québec, avril 1992



3) Au Québec, entre 80 et 100 000 personnes s'identifient comme étant d'origine indienne — sur 6,5 millions d'habitants, soit entre 1 et 1,5 %.

Karabagh : la guerre au quotidien

Depuis la disparition de l'Union soviétique et le départ de l'Armée rouge, le conflit qui déchire le Nagorny Karabagh, enclave arménienne au sein du Kazakhztan, a pris des dimensions internationales (voir *Inprecor* n° 347 du 28 février 1992). La présence et les médiations européennes n'ont cependant rien réglé. Un de nos collaborateurs s'est rendu sur place.

Vicken CHETERIAN



L'AVION nous amenant d'Erevan est passé à haute altitude au-dessus des territoires azéris, avant de traverser une zone de perturbations dans une région montagneuse, puis d'atterrir au Karabagh. Depuis

que les combattants arméniens ont pris le contrôle de Khojalu, où est situé l'aéroport, des avions civils Yak-40 effectuent quatre ou cinq vols par jour — quand les conditions météorologiques le permettent — pour relier le Karabagh avec Erevan, et donc avec le monde extérieur. Dans l'avion, il y avait trois journalistes aux côtés de quelques civils et de combattants, assis sur des sacs de farine.

L'aéroport se trouve à sept kilomètres au nord de Stepanakert, la capitale du Karabagh. Il n'y avait aucune voiture sur l'autoroute, mais nous avons vu des groupes de civils à pied, transportant de la nourriture achetée dans les villages alentours. Tous les arbres bordant la route ont été coupés car c'est la seule source d'énergie durant l'hiver. Stepanakert a été durement bombardée, seuls quelques bâtiments ont échappé à la destruction. La plupart de ses 60 000 habitants ont dû chercher refuge dans des villages un peu plus sûrs ou hors de la région. Les autres passent leurs nuits dans des caves, et durant la journée, ils ne sortent que pour chercher de la nourriture et un peu d'eau.

Quand je suis arrivé à Stepanakert, lundi 6 avril 1992, la ville était calme, à cause de la présence d'une délégation iranienne, dirigée par le représentant personnel du ministre des Affaires étrangères, Mahmoud Vayazi. Il m'a dit qu'il discutait les termes d'un nouveau cessez-le-feu, la venue d'observa-

teurs iraniens sur les fronts, et la levée du blocus. Selon lui, le dialogue politique pour- rait débuter ensuite.

Le vide laissé par l'Armée rouge

Mais l'heure n'était pas aux discussions politiques. Le Soviet suprême du Karabagh a déclaré l'indépendance de cette république, le 2 septembre 1991, trois jours après que l'Azerbaïdjan a proclamé sa propre indépendance — décision confirmée, le 10 décembre 1991, par plus de 90 % des votants lors d'un référendum populaire. Par ailleurs, selon Levon Melik-Chahnazarian, ministre de la commission des Affaires étrangères à Stepanakert, le gouvernement azéri est disposé à reconnaître les droits culturels des Arméniens, mais rejette toute forme d'indépendance politique.

D'après lui, la situation politique instable en Azerbaïdjan même pose problème. Les autorités de Bakou ne contrôlent qu'une partie des combattants sur le terrain, alors que les plus actifs sont ceux des brigades du Front populaire d'Azerbaïdjan, faiblement coordonnés. Avant l'élection présidentielle en Azerbaïdjan, prévue pour juin 1992, toute victoire ou défaite militaire pourra directement être utilisée dans la campagne électorale. En février 1992 déjà, la perte de Khojalu par les Azéris et les massacres qui ont suivi obligèrent le président Moutalibov à démissionner.

Dès le lendemain du départ de l'Iranien Vayazi de Stepanakert, la ville a été pilonnée depuis Shoushi, et cinq personnes ont été blessées. Depuis, les bombardements quotidiens ont recommencé.

Quand l'Armée rouge a commencé son évacuation, en septembre 1991, la guérilla entre les Azéris et les Arméniens s'est transformée en guerre ouverte. Chacun des camps a récupéré le matériel de l'Armée rouge laissé sur place ou revendu. Serge Sar-

kissian, ministre de la Défense du Karabagh, a déclaré que les forces arméniennes détenaient dix tanks T-72, et plus de 80 véhicules blindés provenant de la garnison de Stepanakert. Les Azéris ont hérité de quantités de matériel plus importantes des bases d'Aghdam et de Kirovabad.

L'incertitude et l'avancée rapide de la guerre durant les premiers mois de 1992 ont provoqué de cruelles habitudes guerrières : les villages, pris par l'un ou l'autre côté, sont immédiatement incendiés, afin que la population "ennemie" ne puisse pas changer de camp. Les jeunes hommes capturés sont généralement mis à mort, violemment. Plusieurs combattants arméniens gardent toujours une balle à portée de la main — « *Les Turcs ne me prendront jamais vivant* », explique Arayig. Cependant la déléguée de la Croix-Rouge internationale, Mary Perkins, m'a dit avoir vu des prisonniers de tous âges dans les deux camps.

Après la tentative ratée du coup de force conservateur, en août 1991, Moscou semble avoir complètement perdu toute influence dans le Sud du Caucase. Les Azéris et les Arméniens se méfient de la Russie à cause de la politique de l'ère Gorbatchev, lorsque le conflit était utilisé par Moscou pour forcer les deux républiques à rester dans l'Union. En outre, la Russie semble opposée à l'indépendance du Karabagh, de crainte qu'une aspiration similaire ne s'étende dans ses régions méridionales, constituées de "républiques autonomes".

Un paradis pour les mercenaires

Par ailleurs, des officiers soviétiques ont trouvé un nouveau "travail" dans la guerre du Karabagh, en vendant le matériel de l'armée, et en s'engageant comme mercenaires. Dans différents villages de la région, j'ai rencontré des Russes, des Ukrainiens et un Ouzbek engagés du côté arménien. Certains ont déserté, et d'autres se sont engagés après la fin de leur service militaire, préférant se battre au Karabagh plutôt que de rentrer chez eux pour être au chômage. Le commandant de la région de Mardouni, Avo, m'a appris que les Arméniens avaient acheté douze véhicules blindés en janvier 1992 contre l'équivalent de 1 500 dollars. Selon un diplomate iranien, les pilotes des hélicoptères russes touchent 10 000 roubles (environ 100 dollars) pour vingt minutes d'opération.

Comme une solution diplomatique n'est pas à l'ordre du jour, tous les scénarios militaires possibles sont testés. Début avril 1992, les forces azéris ont tenté d'attaquer Stepanakert depuis Shoushi, et, le 10 avril, elles ont attaqué Maragha depuis Bir Bashir, causant la mort de 45 civils et de cinq combat-

tants arméniens. Grâce à leur puissance de feu supérieure, les forces azéries ont soumis les villages du Karabagh à un roulement d'artillerie, de manière à maintenir la pression. Les Arméniens, moins bien armés mais mieux organisés, ont tenté de lancer des attaques terrestres pour neutraliser les postes avancés azéris.

Méfiances réciproques

Les médias azéris accusent les Arméniens de préparer une attaque pour prendre Shoushi, où se trouve l'artillerie qui bombarde quotidiennement Stepanakert, et par où passe la route reliant le Karabagh à l'Arménie. On raconte que si Shoushi était pris par les Arméniens, la population kurde du village de Lachin laisserait les produits passer entre l'Arménie et le Karabagh.

Mais il ne sera pas facile de prendre Shoushi : la ville est protégée de trois côtés par des montagnes et par des gorges ; ses défenseurs sont mieux équipés que les Arméniens. En outre, cette attaque embarrasserait le Mouvement pan-arménien au pouvoir à Erevan. Après être devenu prési-

dent, Levon Ter-Petrosian a modifié sa politique : lui, qui exigeait auparavant une unification immédiate entre l'Arménie et le Karabagh, a adopté une position plus pragmatique. Selon Alexandre Tadeosian, chef du bureau des relations avec la Communauté des Etats indépendants (CEI) du ministère des Affaires étrangères arménien, l'Azerbaïdjan essaye de dépeindre ce conflit comme une revendication territoriale arménienne au sein de sa propre république, et non comme une question d'autodétermination d'un peuple.

Aujourd'hui, l'Arménie a abandonné sa position antérieure et soutient le droit à l'autodétermination de la population du Karabagh. Jusqu'à présent, l'Arménie n'a pas officiellement reconnu l'indépendance du Karabagh, afin de ne pas aggraver la situation.

Si Shoushi était pris par les Arméniens, un lien pourrait s'établir entre Erevan et Stepanakert, ce qui risquerait de provoquer un affrontement direct entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. C'est pourquoi les gens au pouvoir à Erevan essayent d'éviter cela, contrairement au parti d'opposition Tash-

nak, qui possède une forte influence au Karabagh.

A l'aéroport de Khojalu, plusieurs familles avec leurs bagages espèrent pouvoir partir avec l'un des avions. Mais seules les personnes munies d'une autorisation spéciale peuvent y parvenir. Les usines sont soit détruites par des bombardements, soit fermées à cause du manque de matières premières. L'électricité et le téléphone ont été coupés, et le risque d'épidémies menace Stepanakert.

Les habitants du Karabagh apprécient la présence de journalistes étrangers qui témoigneront ensuite de leurs souffrances. Une famille nous a invités à dîner chez elle. Krikor, le grand-père, nous a expliqué que les bolcheviques avaient placé le Karabagh sous la domination azérie, et qu'aujourd'hui les Arméniens lutteraient jusqu'à la mort pour leur indépendance. Après avoir porté des toasts à la victoire, il m'a demandé si nous pouvions emporter son petit-fils avec nous à Erevan, en le faisant passer pour un journaliste. ★

Erevan, 20 avril 1992

EGYPTE

Rien n'est sacré



Naoual Saadaoui est certainement la militante féministe la plus connue du monde arabe. Elle mène son combat avec courage et obstination dans des conditions parfois dangereuses. Parce qu'elle bousculait les traditions et les idées reçues, l'Association de solidarité des femmes arabes, dont elle fait partie, a été dissoute, et sa revue interdite. Ses ouvrages sont publiés en français aux éditions Des femmes — citons en particulier, *La face cachée d'Eve* et *Femmes égyptiennes : tradition et modernité*. L'interview ci-dessous est traduite de la revue du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), *Al-Hadaf*.

EL-HADAF : *Tu es l'auteur de La femme et le sexe, tu as aussi écrit des nouvelles... continues-tu d'envisager la question des femmes comme tu l'as fait au début ?*

Naoual SAADAoui : Evidemment, j'évolue ! Mes idées des années 70 ne sont plus celles des années 60. Voilà 40 ans que je parle en public et que je débats, que je confronte mes idées à la réalité.

Mes pensées évoluent : je ne suis pas isolée, à l'écart, je ne réfléchis pas seulement à partir des livres ; je vis dans le réel, je fais des expériences. J'ai organisé les femmes et la solidarité avec les femmes arabes, je polémique avec le président de la République et les personnalités politiques. J'ai été emprisonnée, licenciée de mon travail, on m'a fait une mauvaise réputation ; j'ai voyagé, j'ai pris position contre la guerre du Golfe (1) et le "nouvel ordre mondial", sur la littérature et l'art. Je ne m'enferme pas pour écrire pour moi-même... Tout cela me

fait avancer continuellement : mes idées, mes lecteurs et mes écrits changent, c'est la raison pour laquelle j'écris. Bien que mon idée fondamentale reste la même — à savoir le rejet de l'ordre classiste patriarcal — je procède à une relecture de l'histoire, de la religion et de la philosophie, je réécris la médecine et la biologie et même la psychiatrie, qui est mon domaine. La science n'est pas sacrée, je la soumetts à ma réflexion, à mon raisonnement.

♦ *Depuis que tu as commencé à décrire la situation des femmes arabes et égyptiennes est-ce que des évolutions positives ont pu contribuer à gommer certains des aspects de cette situation que tu as critiqués ? Ont-elles eu des répercussions sur la psychologie des femmes dans les sociétés arabes ?*

Rappelons d'abord que les femmes travaillent depuis des milliers d'années, comme paysannes. Ma grand-mère était une paysanne illettrée qui travaillait aux champs et gagnait son pain à la sueur de son front. Son mari est mort lorsqu'elle était très jeune et c'est à elle qu'a incombé la charge des enfants. Il y a très longtemps que les

1) Voir *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1992.

femmes travaillent, mais elle se dévouaient à leurs enfants, leur mari, ou leur famille ; elles n'étaient pas indépendantes. Plus récemment, les femmes travaillent comme médecins ou ingénieurs ; la société leur a octroyé le droit de participer à l'édification économique et donc de travailler en usine, etc., car la société a eu besoin de leur activité, lors de la guerre, par exemple.

La présence des femmes s'explique par les besoins de la société où elle vit. Elle travaille et se sacrifie à l'usine, à l'hôpital ou même au combat. Mais même les femmes au foyer effectuent un travail sans fin, exténuant et non rémunéré.

L'élément nouveau est donc l'introduction du salaire dans la vie des femmes. Les femmes ont exigé d'être rétribuées. Leurs salaires sont inférieurs et parfois égaux à ceux des hommes. Les mouvements de femmes exigent un salaire égal pour un travail égal — même en Europe ou en Amérique, le salaire des femmes est encore inférieur et l'égalité n'est pas acquise.

La psychologie des femmes a également changé : ma fille est différente de moi comme je le suis de ma mère. Elle vit seule et n'est pas mariée ; elle refuse le mariage et vit de façon indépendante. Moi, par contre, je me suis mariée trois fois, et je n'ai jamais pu vivre en dehors du mariage. Il est vrai aussi que j'ai divorcé deux fois ; j'ai choisi mon troisième mari et ainsi nous avons construit une nouvelle famille de par ma relation à mon mari, mon fils et ma fille ; mais, je suis restée, malgré tout, dans le cadre de la société traditionnelle : par mon mariage, mes enfants et mon travail de médecin.

La génération de ma fille a plus d'audace. Elle a une certaine conscience, sait qui choisir pour ne pas perdre son temps, évite le mariage, le divorce, et les erreurs que j'ai faites, d'une part, parce qu'elle a vécu différemment et aussi parce qu'elle a tiré les leçons de mes propres expériences, différentes des siennes ; tout ceci lui confère une conscience personnelle.

Mon fils aussi est en avance par rapport aux autres jeunes et aux hommes. Mon mari également a évolué et dit que je suis une des causes de son évolution — lui-même est médecin, romancier et militant politique. Il affirme que si j'avais un tant soit peu concédé de mes droits, il s'en serait emparé ! C'est la force de la femme qui oblige l'homme au respect. C'est à elle d'arracher sa liberté ; elle ne doit pas attendre qu'on la lui offre, mais elle doit la prendre et l'imposer et la défendre résolument.

Je crois aussi avoir des devoirs. J'estime que je dois participer aux dépenses chez moi. Ce n'est pas à l'homme de m'entretenir. Sans responsabilité, il n'y a pas de liberté et sans devoirs, pas de droits ! Certaines

femmes revendiquent leurs droits et exigent en même temps des hommes qu'ils subviennent à leurs besoins !

Mais, il y a toujours toutes celles qui se voilent, restent à la maison, et sont soumises au lavage de cerveau de provenance occidentale ou arabe locale, à l'abrutissement, et à l'aveuglement produit par les médias.

Nous vivons dans un système de pouvoir international et les gens sont victimes de la télévision et des médias. C'est très dangereux : des femmes professeurs d'université portent le voile, méconnaissent leurs droits et affirment que si un homme bat sa femme, c'est qu'elle a mérité une punition, et que Dieu nous a expliqué cela. Dans ce cas, je leur réponds : tu as aussi le droit de punir ton mari. Elles crient alors au parjure. Pourquoi ? Les hommes ne commettent-ils pas d'erreurs ? Pourquoi punissent-ils les femmes et pourquoi ces dernières n'auraient-elles pas le droit de les punir ? Toutes ces conceptions arriérées viennent, entre autres, du niveau lamentable de l'enseignement supérieur dans nos pays, et de ce que les femmes sont les victimes de divers courants politico-religieux.

◆ Certains t'accusent de "freudisme féministe". Que leur réponds-tu ?

Beaucoup de déformations circulent au sujet de mes livres. J'ai été attaquée de façon étrange et cela me fait plaisir d'avoir représenté un danger pour le système et ses valeurs. Les intégristes disent que je suis athée, parce que je porte un regard différent sur la religion et que je le dis franchement : j'ai une vision critique des religions. La gauche me reproche de parler de sexualité, et prétend que je préfère les femmes aux hommes, que je construis des partis de femmes et que je suis influencée par l'Occident, etc. Ceci montre leur ignorance de la réalité : ils imaginent que les combats se résument à la lutte des classes. Quant à la droite, elle me traite de communiste, et les musulmans eux, me trouvent "libertine", m'accusent de prôner la sexualité avant le mariage. C'est qu'ils sont ignares : Je m'élève contre la conception de l'honneur réduit à la virginité. J'ai dit que l'honneur doit s'étendre et englober la dignité, la sincérité et le courage. L'honneur des hommes doit être jugé d'après leur conduite et non d'après celle de leur femme. Restreindre la notion d'honneur à l'hymen — soit dit en passant, 30 % de femmes en naissent dépourvues — c'est une conception ridicule de la morale et de l'honneur. Quant aux gouvernements, ils disent que je suis une oppo-



sante et une extrémiste. Certaines personnes ne saisissent pas mon action, mon œuvre dans sa globalité, mais citent un mot sans le replacer dans son contexte, afin de lui donner son sens véritable. Je suis, par exemple, contre les hommes selon les circonstances et non en général. J'ai essayé, au fil de mes écrits, de parler de politique, d'économie, de religion, de morale, de biologie et de sexualité, je n'ai jamais dit que j'étais l'ennemie de l'homme, bien qu'on l'ait dit de moi. Au contraire, 30 % des membres de notre association sont des hommes, je suis mariée et j'ai deux enfants. J'aime les hommes et les femmes évolués et éclairés, et j'ai souffert autant de femmes que d'hommes.

Je m'oppose à la division biologique de Freud car l'humanité ne se divise pas en mâles et en femelles. Il y a de l'humanité dans les deux sexes : nous ne vivons pas dans une forêt, mais dans une société humaine. Nous nous devons de nous traiter en humains.

On a dit que j'étais contre la féminité. Oui ! Je suis contre la féminité vulgaire et artificielle, contre la beauté du maquillage et les talons hauts, contre tout ce qui déforme les femmes, celles qui, craignant pour leur chevelure, ne font pas de natation, ou qui ne font pas de sport parce que leurs muscles pourraient se développer, contre la femme chétive, celle qui maigrit pour être encore plus "femme". Je m'insurge contre tout cela ; féminité signifie courage, intelligence, beauté naturelle et santé. Je suis contre la "féminité" qui nous est imposée. Je n'aime pas non plus la "virilité" des moustaches et des muscles. Tout cela je l'ai écrit, alors, soit on ne l'a pas compris, soit on en l'a pas lu. Ce que j'ai écrit sur le système patriarcal constitue un danger pour les régimes établis qui ont décidé de combattre les femmes à l'infini. ★

El-Hadaf, 8 mars 1992

La "libanisation" afghane

CONTRE la plupart des observateurs du conflit afghan, on pouvait souligner, il y a quatre ans (1), les facteurs qui permettraient au régime de Kaboul de survivre au retrait des troupes soviétiques, achevé en février 1989. Ce jugement se fondait, d'une part, sur la politique du régime lui-même et sa base sociale réelle, et de l'autre, sur l'hétérogénéité de l'Alliance islamique afghane, le cartel des fractions intégristes et traditionnalistes opposées à ce régime et à ses tuteurs soviétiques (2).

Le régime Najibullah s'était fait le chantre de la "réconciliation nationale", en écho à la politique gorbatchévienne de règlement des conflits régionaux. Sans recevoir de réponse favorable de la part des organisations de Peshawar (le siège de l'Alliance au Pakistan), le nouveau pouvoir installé à Kaboul avait néanmoins réussi à élargir notablement sa base sociale. Il avait combiné, pour cela, des mesures de libéralisation politique et économique, et l'exploitation fort habile (par longue expérience à la tête du Khad) de la versatilité et de la vénalité des allégeances ethnico-tribales.

Le début de la fin

C'est ainsi que le régime Najibullah a pu survivre assez "honorablement" au départ de ses protecteurs soviétiques — l'"afghanisation" soviétique du conflit ayant été, de ce point de vue, beaucoup plus réussie que naguère son précédent américain, la "vietnamisation" en Indochine. Tout porte à croire qu'il aurait pu se maintenir longtemps encore, sans trop de mal, si l'édifice soviétique ne s'était pas écroulé lui-même, à Moscou. Le soutien économique et militaire du "grand frère" du Nord était, bien sûr, une condition indispensable au maintien du régime de Kaboul, aussi peu capable que ses adversaires de subvenir de façon autonome aux exigences de la guerre permanente.

La paralysie croissante du pouvoir central soviétique avait déjà lourdement hypothéqué l'avenir de son protégé afghan et s'était repercutée sur le terrain militaire

Le seul motif d'étonnement possible au sujet de la chute de Najibullah — le chef des services secrets de Kaboul (Khad) que les "modernistes" du KGB avaient placé à la tête du régime "progressiste" afghan, en mai 1986, à leur heure de gloire sous Gorbatchev — est qu'elle se soit produite... si tard.

Il est bien peu probable que le nouveau gouvernement qui lui a succédé, dans une pagaille sanglante laissant présager ce que seront les lendemains "islamiques", fasse aussi long feu. L'Afghanistan semble s'enfoncer inexorablement dans ce morcellement en zones politico-militaires rivales, conséquences de fractures en tous genres, qui a pour nom moderne la "libanisation".

Salah JABER

(chute de Khost en avril 1991). Mais le final tragi-comique d'août-décembre 1991 à Moscou, emportant à la fois Gorbatchev et le KGB, vouait le gouvernement de Kaboul à une fin certaine : ses jours étaient comptés depuis le début de cette année. Son combat ne cessa pas faute de combattants, mais faute de moyens pour leur assurer une paye — face à une Alliance islamique pour qui les pétrodollars des Saoudiens et consorts n'ont jamais manqué (relayant au besoin l'inter ruption du financement américain) et qui a bénéficié du retour de la coalition militaro-islamique au Pakistan, depuis le renversement de Benazir Bhutto, en août 1990.

Sur le plan ethnico-tribal, Najibullah, Pachtoun lui-même, comme la grande majorité des habitants de la zone qui couvre la moitié sud de l'Afghanistan et se prolonge au nord-ouest du Pakistan, ainsi que la longue lignée des dirigeants du pays, n'avait pas réussi à gagner décisivement sur ce terrain particulier où l'influence du Pakistan et des intégristes musulmans restait prédominante, en dehors de la capitale. Par contre, le poids de l'Union soviétique, et de ses républiques ouzbek et tadjik, frontalières de l'Afghanistan, se faisait sentir au sein des deux ethnies, qui peuplent le Nord du pays en osmose directe avec leurs frères sous drapeau soviétique.

Depuis la déconfiture lamentable de l'empire du Nord, les tribus ouzbeks et tadjiks restées fidèles à Moscou-Kaboul sont passées massivement du côté de l'Alliance

islamique, tout en déterminant toujours leurs alliances en fonction d'intérêts tribaux. Ainsi, les Tadjiks se sont ralliés au célèbre commandant Massoud, le Rambo afghan, implanté en zone tadjik et appartenant au mouvement intégriste Jamiat-i Islami de Rabbani, étroitement lié aux Pakistanais. De même, le chef tribal ouzbek, Dostam, dont les hommes sont connus pour leurs terribles razzias, et qui s'était rallié au régime de Kaboul, a encore une fois changé de camp, pour rejoindre celui des loyalistes de l'Alliance, que soutient Massoud.

Ce camp regroupe la majorité des organisations de Peshawar, comprenant pêle-mêle intégristes plus ou moins stricts et partisans du rétablissement de la monarchie renversée en 1978. Son caractère bigarré fait que les ethnies dites minoritaires, c'est-à-dire les non Pachtouns, s'y rallient. Ils se sont mis d'accord sur un conseil intérimaire de gouvernement composé de 51 membres qui devrait organiser des élections dans deux ans. Le fait que le plus fade et le moins puissant des dirigeants de Peshawar, Moujaddedi, ait été désigné à la tête de ce conseil en dit long sur la nature du compromis passé. Déjà les disputes font rage entre les diverses et nombreuses fractions politiques, ethnico-tribales et même ethnico-confessionnelles — comme les Hazaras chiites, soutenus par l'Iran, qui réclament une sur-représentation politique — pour la répartition des sièges dans le nouveau régime.

Mais la concurrence la plus menaçante provient du Hezb-i Islami de Hekmatyar, pachtoun et intégriste endurci, qui joue à fond la carte pachtoun et qui a obtenu, à ce titre, le ralliement de fractions du régime de Najibullah. Les jours précédant l'installation à Kaboul du nouveau gouvernement, une bataille féroce a eu lieu entre partisans de Massoud et partisans de Hekmatyar pour le contrôle de la capitale, c'est-à-dire entre deux camps appartenant à la même Alliance islamique et représentés dans le même conseil intérimaire. Et on est encore bien loin du dernier acte... ★

29 avril 1992